

DIPLOMATIE

En marge du sommet des sept grands pays industrialisés à Tokyo

M. Clinton suggère la création d'une « Communauté du Pacifique »

Le président américain Bill Clinton - qui prolonge samedi son séjour en Asie par une visite en Corée du Sud - a proposé, jeudi 8 juillet, en marge du sommet de Tokyo, la création d'une « Communauté du Pacifique ». Pour n'être pas tout à fait nouvelle, cette initiative a suscité un vif intérêt, mais aussi quelques craintes.

TOKYO

de notre correspondant

Une voix se fait entendre dans le marchandage commercial et les négociations sur la sécurité des puissances industrialisées : celle de l'Asie. Or ce continent continue pour près du tiers à la croissance mondiale ; il paraît vain de définir de nouvelles règles sans associer ses pays à leur élaboration. C'est pourquoi la proposition de former une « communauté du Pacifique », formulée jeudi 8 juillet à Tokyo par le président américain Bill Clinton, a suscité l'intérêt.

C'est dans un discours prononcé devant les étudiants de l'université Waseda, un des établissements privés les plus prestigieux du Japon, que M. Clinton a exposé les grandes lignes de sa politique pour l'Asie. Le message est clair : l'Amérique n'entend pas rester étrangère au dynamisme de ce continent. Pour n'être pas nouvelle, la proposition de M. Clinton a été bien accueillie, encore qu'avec un peu d'appréhension. Cette initiative ne devrait pas manquer de retenir l'attention des autres pays industrialisés, conscients du risque que les deux grands protagonistes de la région, États-Unis et Japon, y affermissent progressivement leur contrôle. Préjudiciable à l'Europe, une telle manœuvre inquiète aussi les pays asiatiques, restés en outre à l'écart de la coopération.

« Le Pacifique peut être et sera une vaste source d'emplois et de revenus, de coopération et de croissance, non seulement pour ses populations mais aussi celles de l'Amérique », dit M. Clinton. Déjà 40 % du commerce américain se fait avec l'Asie. En 1992, plus de 2,3 millions d'emplois ont été impliqués dans la production des 120 millions de dollars que nous exportons en Asie. Nous sommes prêts aujourd'hui à devenir la première puissance asiatique.

M. Clinton a profité de son intervention pour réaffirmer le maintien des engagements des États-Unis dans la région - et notamment des alliances comme de la présence militaire, en particulier en Corée du Sud, où il doit se rendre samedi - pour quarante-huit heures. Selon le président américain, « le temps est venu pour l'Amérique de conjuguer ses efforts avec ceux du Japon pour créer dans cette région une nouvelle communauté du Pacifique, et cet objectif exige que nos deux nations changent ».

M. Clinton a proposé que la conférence ministérielle de la zone Asie-Pacifique (APEC, créée en 1989 pour promouvoir les échanges et les investissements en Asie), et dont l'assemblée générale doit se tenir en novembre à Seattle, réunisse désormais les chefs de gouvernement et d'État des quinze pays du Pacifique. Ce « Pacific Round » viserait à établir, sur le modèle de l'Uruguay Round, des règles en matière de libéralisation des échanges. Ces négociations seraient ouvertes notamment à la CEE, menacée par une vague d'exportations en provenance d'Asie.

notamment des alliances comme de la présence militaire, en particulier en Corée du Sud, où il doit se rendre samedi - pour quarante-huit heures. Selon le président américain, « le temps est venu pour l'Amérique de conjuguer ses efforts avec ceux du Japon pour créer dans cette région une nouvelle communauté du Pacifique, et cet objectif exige que nos deux nations changent ».

M. Clinton a proposé que la conférence ministérielle de la zone Asie-Pacifique (APEC, créée en 1989 pour promouvoir les échanges et les investissements en Asie), et dont l'assemblée générale doit se tenir en novembre à Seattle, réunisse désormais les chefs de gouvernement et d'État des quinze pays du Pacifique. Ce « Pacific Round » viserait à établir, sur le modèle de l'Uruguay Round, des règles en matière de libéralisation des échanges. Ces négociations seraient ouvertes notamment à la CEE, menacée par une vague d'exportations en provenance d'Asie.

L'assemblée générale de l'APEC, muée en sommet informel, pour lancer un cycle de négociations commerciales multilatérales entre les pays du Pacifique. Ce « Pacific Round » viserait à établir, sur le modèle de l'Uruguay Round, des règles en matière de libéralisation des échanges. Ces négociations seraient ouvertes notamment à la CEE, menacée par une vague d'exportations en provenance d'Asie.

Résistances aux valeurs occidentales

Le ministère des affaires étrangères japonais a réagi de façon favorable à l'initiative de M. Clinton, estimant qu'en insistant sur les principes de démocratie et d'économie ouverte, le président américain a réaffirmé l'importance qu'attachent les États-Unis à la région Asie-Pacifique. La presse japonaise est plus circonspecte. M. Clinton entend donner à l'APEC un caractère plus politique et en faire un tremplin pour renforcer l'influence américaine sur la sécurité régionale, écrit ainsi le quotidien *Yomiuri*.

Ce journal souligne aussi les risques que comporte une politique économique visant avant tout des résultats à court terme (créer des emplois aux États-Unis). Il insiste aussi sur les difficultés d'harmoniser les politiques de pays qui présentent de grandes diversités en matière de développement. Le quotidien économique *Nihon Keizai*, estime, lui, que les États-Unis ont entrepris de lancer une contre-atta-

que sur le marché asiatique, où le Japon les a largement devancés.

Plus gravement peut-être, du point de vue des pays de la région, l'objectif ultime de Washington serait de les forcer à accepter les règles du jeu américain - en matière d'échanges et de services, mais aussi s'agissant des valeurs. Or dans la région une résistance se renforce face au caractère républicain des valeurs américaines. « Ce sont les valeurs, sur les respectons ; mais elles ne sont pas forcément universelles, aussi respectez les nôtres », disent en substance un nombre accru d'Asiatiques. Ce point de vue est partagé par les politiques, en matière de sécurité comme d'économie. Mais il n'est pas certain que la proposition de M. Clinton - une communauté centrée sur les États-Unis et le Japon - réponde aux attentes des Asiatiques.

Au Japon même, cette initiative rencontre une certaine hostilité de la part de personnalités politiques qui estiment que les pays du continent ont réalisé leurs récents progrès en se fondant sur le modèle nippon. Dès lors, l'introduction des règles américaines sur le marché japonais, en Asie du Sud-Est, le premier ministre japonais Mahatir Mohamad prône, non sans une touche d'exaspération, une communauté asiatique excluant les Anglo-Saxons.

Si le Japon écoute cette « voix asiatique », les « négociations du Pacifique » proposées par les Américains auraient du mal à naître, souligne le *Nihon Keizai*. L'initiative de M. Clinton, écrit ce journal, risque de faire apparaître au grand jour la rivalité nippo-américaine pour le leadership sur le marché asiatique. Mais elle peut aussi constituer un ferment de coopération entre les deux pays.

Alors que M. Clinton réaffirme ainsi l'intérêt américain pour l'Asie, à l'extérieur de l'université Waseda, des étudiants protestent contre le bombardement des services secrets irakiens par les forces américaines.

PHILIPPE PONS

Un émissaire du département d'État à Jérusalem

Les Américains tentent de renouer le dialogue entre Israéliens et Palestiniens

Ces négociations meurtrières depuis plusieurs jours à la frontière israélo-libanaise, divergences grandissantes entre Palestiniens, profonde différence d'approche jusque dans les rangs du pouvoir israélien, impatience croissante dans tous les camps en présence, Syrie comprise. Une semaine après la fin de la dixième session des pourparlers de paix israélo-arabes à Washington, et alors que les délégations se sont séparées sans résultat et sans se fixer un nouveau rendez-vous, la diplomatie américaine se remet en branle pour essayer de renouer les fils du dialogue.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, ayant dit son impatience et fait savoir qu'il avait, pour le moment, d'autres chats à fouetter, c'est un haut fonctionnaire, Dennis Ross, coordinateur officiel du processus de paix au département d'État, qui est arrivé jeudi 8 juillet, à Tel-Aviv, à la tête d'une délégation de quatre diplomates, dont Edward Djerejian, le nouvel ambassadeur des États-Unis en Israël. M. Ross devait aussi se rendre au Caire, à Damas et à Amman avant de repasser par Jérusalem à l'issue de son périple.

Reçu par le premier ministre, Itzhak Rabin, il devait rencontrer, vendredi, au consulat américain de

Jérusalem, une délégation palestinienne. L'un des objectifs prioritaires de sa mission consiste à obtenir l'accord des uns et des autres autour d'un projet de déclaration conjointe sur les principes qui régissent l'autonomie transitoire proposée au 1,8 million de Palestiniens des territoires occupés. Globalement jugé « trop favorable à Israël » par les négociateurs palestiniens, ce document a aussi été fortement critiqué par M. Rabin. Toutefois, après le « sort » de M. Christopher en début de semaine, il semblait que les Israéliens aient relu le document d'un œil moins sévère.

Divergences au sein de l'OLP

Envoyé, mardi, au Caire, pour rencontrer le président Hosni Moubarak et obtenir son soutien et sa médiation, le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres, a indiqué que, réflexion faite, en dépit de la mention du statut de Jérusalem-Est dans le document en question, celui-ci constituait finalement « une bonne base » pour continuer le processus de paix. Il est de notoriété publique à Jérusalem que le premier ministre tient rarement compte des idées ou des commentaires du chef de la diplomatie mais, jeudi, le journal *Maariv* croyait savoir que M. Rabin avait aussi changé d'avis et serait prêt à signer le texte à condition que les Palestiniens fassent le même.

Le moins qu'on puisse dire est que les Palestiniens n'en prennent pas le chemin. S'il y a des différences d'approche entre dirigeants

israéliens au sujet du processus de paix - au moins une demi-douzaine de ministres prônent le dialogue avec l'OLP, ce que rejettent les autres, à commencer par le premier d'entre eux, - il semble y avoir de véritables divergences de fond non seulement entre les divers partis politiques palestiniens, mais à l'intérieur même du Front de libération de la Palestine. Les deux camps de Yasser Arafat sont issus de la plupart des négociateurs de Cisjordanie et de Gaza.

Entre les avis de Faysal Husseini, « numéro un » de l'OLP en Cisjordanie, et chef des délégations palestiniennes aux négociations bilatérales et multilatérales, ceux de Haïdar Abdel Chafi, « numéro un » à Gaza et président de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales, et les commentaires de Haneen Achraoui, porte-parole officiel, chargée de l'impossible tâche de faire la synthèse entre avis contraires et de la rendre publique, c'est la confusion générale.

C'est ainsi qu'à la veille de l'arrivée de la délégation américaine, il y avait, d'un côté, M. Abdel Chafi qui assurait que les Palestiniens ne le rencontreraient même pas, M. Husseini qui disait le contraire, M. Achraoui qui affirmait qu'en tout état de cause, il n'était pas question de discuter avec les visiteurs de son projet de déclaration, tandis que M. Husseini laissait entendre exactement l'inverse.

PATRICE CLAUDE

Pour former la gendarmerie et l'armée de terre

La France propose quatre-vingts conseillers au Cambodge

La France a proposé au Cambodge entre soixante-dix et quatre-vingts conseillers militaires pour aider le pays - après le départ des « casques bleus » - à former ses forces de police et à organiser et instruire une nouvelle armée de terre nationale (*le Monde* du 8 juillet). Cette coopération n'est pas exclusive de celle que les États-Unis et l'Uruguay pourraient apporter respectivement à l'armée de l'air et à la marine.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Vous avez été des semeurs. Il y aura une moisson. » En se livrant à cette prophétie devant des légionnaires français, qui s'apprêtent à boucler leurs valises, à Siem Reap, dans le nord du Cambodge, après avoir servi plusieurs mois durant sous l'uniforme de l'ONU, François Léotard, ministre de la défense, a tracé la voie d'une future coopération bilatérale dont il a voulu s'entretenir, au début de cette semaine, à Phnom Penh, avec Norodom Sihanouk et, plus spécialement, avec les deux co-présidents du nouveau gouvernement, Norodom Ranariddh, le fils du prince, et Hun Sen, l'ancien premier ministre.

A ce jour, le Cambodge cherche à oublier ses vingt-cinq années de guerre civile en tentant - non sans des accrochages qui continuent sur le terrain - de mettre « ses fusils d'assaut AK-47 (la Kalachnikov chinoise) en berne », selon l'expression d'un officier français. En effet, entre le 1er juillet et le début novembre, la mission de l'ONU aura progressivement plié bagages : les élections ont eu lieu, comme prévu ; une première Assemblée constituante a commencé de se réunir à la mi-juin, mais les Nations unies laissent face à face des factions qui sont loin d'être désarmées et dont la réconciliation n'est pas assurée d'avance. « Vous voyez », a dit leur chef, le colonel Georges Pinard, à M. Léotard, « nous sommes prêts à avoir un rôle de médiateur, mais, s'ils ont retrouvé leur souveraineté, les Cambodgiens ont soif de légitimité ».

« Les casques bleus » français y sont encore au nombre de 1 475 - sans compter la trentaine d'instructeurs qui forment des démineurs cambodgiens - pour un engagement financier de 50 millions de francs en année pleine, totalement, mais très tardivement, remboursé par

l'ONU. Ils seront les derniers à partir, avec les « casques bleus » indonésiens. Ce qui signifie qu'ils devront, pendant le repli des autres, prendre à leur charge la mission des contingents fournis par vingt pays.

Peu avant le départ de ces « casques bleus » français, selon les termes d'un « arrangement technique » conclu par M. Léotard avec Norodom Ranariddh et Hun Sen, la France enverra une mission d'expertise et d'évaluation des besoins militaires du Cambodge. Une dizaine d'officiers d'état-major chercheront à définir, avec l'aide des Cambodgiens, le futur « format » de la nouvelle armée nationale - s'ils réussissent entre-temps à fusionner des forces antagonistes depuis des générations de combattants - et à déterminer quels matériels, promis à un rapatriement par l'ONU pour un coût de 50 millions de francs, pourront rester sur place.

La menace des « demi-soldes »

Une trentaine de gendarmes français devraient venir prodiguer leurs conseils en matière de police et de sécurité. Une autre trentaine de cadres français, avec des hélicoptères Ecureuil, seront chargés de la logistique, y compris sans doute le transport des personnalités gouvernementales qui l'ont réclamé comme le symbole d'une souveraineté retrouvée.

De tous les interlocuteurs de M. Léotard, l'ancien premier ministre, Hun Sen, dont le parti (le PPC-SOC) est arrivé en seconde position derrière celui du fils de Norodom Sihanouk, est apparu à coup sûr le plus réaliste. Il n'a pas hésité, en particulier, à faire part de ses craintes les plus fortes : la démobili-

sation des combattants - avec ces « demi-soldes » qui n'ont pas regagné leurs villages et qui traînent plus ou moins désemparés une arme à la main - lui pose en fin de compte bien plus de problèmes que le sort de la nouvelle armée nationale dont les effectifs ne devraient pas dépasser 50 000 hommes.

« Le brigandage et le banditisme », observe le colonel Leroy, à Siem Reap, augmentent au fur et à mesure que la poule aux œufs d'or, c'est-à-dire l'ONU (dont l'impact économique est évalué à 100 millions de dollars par mois), va disparaître. D'autre part, les factions comptent qu'on leur rende les armes confisquées. Or une bonne part des stocks a été démantelée par les Nations unies. Cette double affaire de soldes non versés et d'armes détruites est une source de grave tension locale ».

C'est peut-être ce qui justifie pourquoi la France insiste tant auprès des dirigeants cambodgiens pour qu'ils acceptent une assistance majoritairement composée de gendarmes. Depuis septembre 1992, les quelque cent cinquante gendarmes français, qui relèvent des Nations unies, ont contribué - à partir de manuels rédigés en anglais mais directement inspirés de leurs propres livres d'instruction - à former au Cambodge dix mille policiers avec l'aide de collègues tunisiens, algériens et marocains eux-mêmes issus des écoles de gendarmerie en France. Une manière comme une autre de créer une « international » de la gendarmerie au lendemain du bicentenaire de cette arme.

JACQUES ISNARD

Des contrats d'armes avec Abu-Dhabi et Koweït

Sur le chemin de Phnom-Penh, François Léotard s'est arrêté, à l'aller, à Abu-Dhabi, et, au retour, à Koweït-Ville, dans l'intention de renouer avec ces deux emirates des liens qui s'étaient distendus depuis le fin de la guerre du Golfe.

A Abu-Dhabi, en effet, où la livraison d'avions Mirage par Dassault a donné lieu à quelques difficultés administratives, la France proposait la vente de postes-radio PR43 à évasion de fréquence (adaptés au char Leclerc que l'émirat a acheté à 400 exemplaires), des hélicoptères logistiques Cougar (une nouvelle version du Super-Puma), des hélicoptères armés Dauphin. Le principal rival de la France en la matière est le Royaume-Uni,

qui a proposé de doter le Leclerc de postes-radio fiscal, dont sont déjà équipés des unités d'infanterie de l'émirat, et de vendre l'hélicoptère Lynx au lieu du Dauphin.

A Koweït-Ville, la ministre de la défense a, sur la demande de l'émirat, accepté de rédiger un protocole d'état à l'Etat, en matière de contrats d'armes, dont le principal intérêt est de pouvoir préfacier chaque décision avec un industriel par une garantie gouvernementale. Des groupes de travail bilatéraux seront institués dans cette perspective. Pour l'essentiel, les discussions portent sur des livraisons d'hélicoptères Cougar et de pétroliers (du modèle des vedettes de Cherbourg).

EN BREF

ALGERIE : un Néerlandais condamné à la détention à perpétuité pour trafic de drogue. - Un Néerlandais, Lambertus Arnold Doves, trente-quatre ans, a été condamné, jeudi 8 juillet, par le tribunal criminel de Tienemen, à la prison à perpétuité pour trafic de drogue. Il avait été arrêté avec près de 2,5 tonnes de résine de cannabis, dissimulés dans son camping-car. Un Italien, Georgina Stirpe, avait été condamné à vingt ans de prison, par le même tribunal, au mois de juin 1992, pour détention de 444 kg de résine de cannabis. (AFP)

ALLEMAGNE : deux néo-nazis meurtriers d'un vagabond condamnés à neuf et sept ans de prison ferme. - Deux skinheads néo-nazis de dix-sept et dix-huit ans, qui avaient tué en novembre 1992, avec une particulière sauvagerie, un vagabond dont ils avaient ensuite arrosé le corps d'essence avant d'y mettre le feu, ont été condamnés, jeudi 8 juillet, à neuf et sept ans de prison ferme par un tribunal de Potsdam, dans l'ex-RDA, a-t-on indiqué de source judiciaire. (AFP)

CHILI : le général Pinochet tente une action en justice pour « offenses graves » envers l'armée. - Le général Augusto Pinochet, ancien chef de l'Etat et actuel commandant en chef de l'armée, a intenté une action en justice contre un dirigeant du parti démocrate chrétien (PDC, au pouvoir) pour « offenses graves » envers l'armée. Les avocats du général Pinochet affirment que, le 2 juin, sur une

radio de Santiago, le responsable de l'organisation de jeunesse du PDC, Eduardo Abarca, contre qui ils réclament une peine de prison, a déclaré, à propos d'un récent et bizarre mouvement de troupes : « Je suis commandement de l'armée, j'ai commandé comme une bande de délinquants dirigée par un gangster ». (AFP)

CUBA : la Russie accorde un crédit de 300 millions de dollars à La Havane. - La Russie a décidé d'accorder à Cuba des crédits d'un total de 380 millions de dollars, destinés à achever des chantiers entrepris du temps de l'Union soviétique, a rapporté jeudi 8 juillet l'agence russe Interfax. Une enveloppe de 30 millions de dollars est affectée à la construction de la centrale nucléaire de Juraguá, dans la province de Cienfuegos (à 300 km à l'est de La Havane) dont les travaux avaient été lancés avec l'aide de Moscou. Les Cubains, qui avaient dû interrompre le chantier en septembre 1992 en refusant les nouvelles conditions financières des Russes, espèrent compléter ce financement par des investissements étrangers. (AFP)

ESTONIE : Le parlement amende la loi sur la nationalité. - Les députés estoniens ont adopté, jeudi 8 juin, à la quasi unanimité un texte modifiant la loi sur les étrangers, jugée discriminatoire par Moscou pour la minorité russe. Au terme de la nouvelle loi, les quelques 600 000 russophones installés en Estonie devront d'ici deux ans demander, soit la natio-

AFRIQUE

Sénégal : pendant la guerre d'indépendance

Le gouvernement et les séparatistes de Casamance ont signé un nouvel accord de cesse-le-feu

Le gouvernement sénégalais et les séparatistes de Casamance ont signé un nouvel accord de cesse-le-feu. L'accord, signé à Conakry, prévoit une trêve de trois mois, à compter du 1er août 1993. Il prévoit également la création d'une commission de suivi et de médiation, ainsi que la mise en place d'un mécanisme de dialogue entre les deux camps. L'accord est le résultat de négociations menées par le médiateur international, le Dr. Ibrahim Gambari, de l'Organisation des Nations unies.

ZIMBABWE : pendant la guerre d'indépendance

Les Rhodesiens avaient utilisé des armes blanches

Un rapport officiel du gouvernement zimbabwéen a révélé que les soldats rhodésiens ont utilisé des armes blanches pendant la guerre d'indépendance. Le rapport, publié dans le journal *The Herald*, mentionne que des soldats rhodésiens ont été vus avec des armes blanches lors de plusieurs attaques contre des camps de réfugiés. Le rapport a été condamné par l'Organisation des Nations unies, qui a demandé des excuses officielles aux victimes.

Congo : des élections à Brazzaville

Des élections municipales ont été organisées à Brazzaville, en République du Congo. Les élections ont eu lieu le 7 juillet 1993, sous la présidence de M. Pascal Lissoukoff, ministre de l'Intérieur. Les résultats ont été proclamés le 10 juillet. Les élections ont été jugées libres et régulières par les observateurs internationaux.

Liban : des élections à Beyrouth

Des élections municipales ont été organisées à Beyrouth, au Liban. Les élections ont eu lieu le 7 juillet 1993, sous la présidence de M. Elias Hokayem, ministre de l'Intérieur. Les résultats ont été proclamés le 10 juillet. Les élections ont été jugées libres et régulières par les observateurs internationaux.

Hongrie : le Parlement adopte une loi sur les élections

Le Parlement hongrois a adopté une loi sur les élections, qui prévoit des réformes importantes. La loi a été adoptée à la majorité absolue, le 7 juillet 1993. Elle vise à améliorer la transparence et l'équité des élections.

Bretagne : des élections à Rennes

Des élections municipales ont été organisées à Rennes, en Bretagne. Les élections ont eu lieu le 7 juillet 1993, sous la présidence de M. Jean Le Goff, ministre de l'Intérieur. Les résultats ont été proclamés le 10 juillet. Les élections ont été jugées libres et régulières par les observateurs internationaux.

Inde : des élections à New Delhi

Des élections municipales ont été organisées à New Delhi, en Inde. Les élections ont eu lieu le 7 juillet 1993, sous la présidence de M. P. V. Narsimha Rao, ministre de l'Intérieur. Les résultats ont été proclamés le 10 juillet. Les élections ont été jugées libres et régulières par les observateurs internationaux.

البيان

AFRIQUE

SÉNÉGAL : avec la garantie de la Guinée-Bissau

Le gouvernement et les séparatistes de Casamance ont signé un nouvel accord de cessez-le-feu

Le gouvernement sénégalais et les séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) ont signé un accord de cessez-le-feu, jeudi 8 juillet, à Ziguinchor. L'accord prévoit un « cessez-le-feu sur toute l'étendue de la province, la libération des détenus casamançais, le non-renforcement des effectifs militaires et le libre retour des exilés ». Le texte a été signé par le ministre sénégalais des forces armées, Madiang Khary Dieng, et le chef de la faction radicale du MFDC, l'abbé Augustin Diamacoune Senghor.

La Guinée-Bissau, garante de l'accord, a également paraphé le texte par l'intermédiaire de son ministre de la Défense, Samba Lamine Mané. Ce texte en cinq points stipule encore que les « deux parties s'engagent à ouvrir des négociations dans les meilleurs délais », sans toutefois préciser sur quoi celles-ci porteront. L'indique également qu'une fois « le cessez-le-feu signé, il sera fait appel à l'arbitrage du gouvernement français qui livrera son témoignage aux deux parties ».

Le MFDC a toujours affirmé que des documents datant de la période coloniale stipulent que la France s'est prononcée en faveur de l'indépendance de la Casamance, une thèse toujours catégoriquement rejetée par le président Abdou Diouf.

L'accord de cessez-le-feu implique aussi que « le MFDC s'abstient de toute activité susceptible de troubler la paix et l'ordre public » et que « le gouvernement sénégalais s'engage à maintenir la sécurité des biens et des personnes ».

Près d'un millier de Sénégalais ont trouvé la mort en Casamance au cours des douze derniers mois lors d'accrochages entre l'armée et le MFDC ou lors d'assauts lancés contre les populations civiles par des groupes armés séparatistes. Dakar n'a jamais publié de bilan sur ces affrontements.

Quelque cinq mille militaires se trouvent actuellement en Casamance, après le renfort envoyé au lendemain de l'élection présidentielle du 21 février. L'accord de jeudi fait suite aux négociations après l'appel à la paix lancé, début avril, par l'abbé Diamacoune à son retour de huit mois d'exil en Guinée-Bissau.

Deux accords de paix successifs, signés en 1991 et 1992, entre le pouvoir central et le MFDC n'avaient pas été respectés par l'aile radicale du mouvement séparatiste. — (AFP, Reuters)

ZIMBABWE : pendant la guerre d'indépendance

Les Rhodésiens auraient utilisé des armes biologiques

Un ancien membre des forces armées rhodésiennes a admis avoir eu recours pendant les sept ans de guerre contre la majorité noire, qui a conduit à l'indépendance du Zimbabwe en 1980, à deux armes biologiques déclenchant des épidémies d'anthrax et de choléra. L'officier rhodésien, cité dans un rapport du Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe (SARDC) affirme que la bactérie provoquant l'anthrax a été utilisée pour décimer le bétail des populations soupçonnées de soutenir la guérilla.

Au plus fort de la guerre d'indépendance, entre 1978 et 1980, la Rhodésie avait été frappée par une épidémie d'anthrax touchant 10 783 personnes, dont 182 étaient décédées, alors qu'au cours des 29 années précédentes, seulement 334 cas avaient été enregistrés. La bactérie du choléra avait également été utilisée pendant la guerre par les forces rhodésiennes pour contaminer les points d'eau proches des camps rebelles implantés au Mozambique. Le directeur du SARDC, David Martin, estime qu'une enquête internationale devrait être ouverte sur la base du témoignage de cet ancien officier rhodésien. — (AFP)

NIGERIA : après un accord d'union nationale

Le calme est revenu à Lagos

Après la décision des deux partis nigériens de participer, sur proposition du président Babangida, à un gouvernement d'union nationale provisoire pour désamorcer la crise politique, le calme est revenu, jeudi 8 juillet, à Lagos. Le centre-ville, déserté durant les émeutes, a retrouvé son animation habituelle. Mais l'essence manque dans les stations services qui n'ont pas été approvisionnées depuis la fin de la semaine dernière. De longues files de voitures aux abords des pompes rendent la circulation impossible dans certains quartiers.

Le Parti social-démocrate (SPD) — dont le candidat, Mnsibood Abiola, s'est proclamé vainqueur du scrutin présidentiel du 12 juin qui a été annulé — et la Convention républicaine nationale (NRC) de Basir Toft ont accepté la formation d'un gouvernement d'union nationale provisoire qui devrait succéder, le 27 août, à l'actuel gouvernement militaire. Mais cette décision ne fait pas l'unanimité au sein du SPD. M. Abiola a vivement critiqué son propre parti pour avoir négocié avec le pouvoir militaire un gouvernement intérimaire dont il ne fera probablement pas parti. Le Conseil national de défense et de sécurité, organe exécutif suprême du gouvernement militaire, doit se réunir, vendredi, pour examiner la décision prise par les partis politiques, avant que le général Babangida ne s'entretienne avec MM. Abiola et Toft. — (AFP, AP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

EGYPTE : la pendaison de sept extrémistes musulmans

Le président Moubarak cherche à isoler les fondamentalistes

LE CAIRE

de notre correspondant

La pendaison, jeudi 8 juillet, au Caire, de sept extrémistes musulmans — dont le plus jeune avait dix-huit ans — a été suivie, quelques heures plus tard, de la distribution d'un communiqué vengeur de la Jamaa Islamiya. L'organisation intégriste sunnite qu'en refusant le recours en grâce des suppliciés, le président Hosni Moubarak, « offre (...), dans son exercice du pouvoir, des justifications à son assassinat » qui sera un acte « de justice et de vengeance ».

Les sept suppliciés avaient été condamnés à mort, le 22 avril, par la Haute Cour militaire du Caire, notamment pour avoir participé à un attentat à l'arme automatique, le 12 novembre 1992, à Giza, à 600 km au sud de la capitale, contre un autobus qui transportait des touristes allemands. Six d'entre eux et deux Égyptiens avaient été blessés. Ces pendaisons sont un défi lancé par le gouvernement aux mouvements islamiques radicaux. C'est, en effet, la première fois depuis plus de quinze ans, qu'elles sont aussi nombreuses : même l'assassinat du président Sadate par des extrémistes musulmans n'avait entraîné que l'exécution de cinq personnes.

Ce durcissement marque le volonté du gouvernement d'en finir avec un phénomène qui « affecte la sécurité économique de l'Égypte ». Les violences qui agitent l'Égypte — quelque 170 personnes de tous bords ont trouvé la mort depuis le mois de mars 1992 — ont, en effet, provoqué une chute des recettes touristiques, estimée d'ores et déjà à 1,3 milliard de dollars, soit près de la moitié des revenus de la saison précédente. Le marasme est tel dans ce secteur qui fait vivre plus de dix millions de personnes, que le ministre du tourisme vient d'autoriser les hôteliers à pratiquer des baisses de prix pouvant aller jusqu'à 75 %. Toute l'activité économique du pays se ressent de ce ralentissement, ce qui se traduit par un accroissement du chômage, jugé dangereux pour « la paix sociale ».

Ces exécutions portent à neuf le nombre des extrémistes musulmans pendus en moins de deux mois. Six autres islamistes attendent leur exécution. L'objectif recherché est de faire reculer « les tides et les hémionts », de couper les fondamentalistes de leur base. Une bonne partie de l'opinion publique qui, jusqu'alors, admettait une attitude de neutralité passive, semble maintenant avoir basculé en faveur des thèses gouvernementales, véhiculées, à longueur de journée, par les médias incanux.

ALEXANDRE BUCCIANTI

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Un groupe de Tziganes évacué l'ancien camp de Dachau

Deux cents cinquante Tziganes, pour la plupart originaires de l'ex-Yougoslavie, ont quitté, dans la nuit de mercredi 8 à jeudi 9 juillet, l'ancien camp de concentration de Dachau, près de Munich, devenant une expulsion par la police. L'occupation de lieux avait commencé à la mi-mai, lorsque ces Tziganes demandeurs d'asile craignaient d'être expulsés d'Allemagne. Ils avaient obtenu la protection de l'église protestante installée dans l'ancien camp. Le gouvernement de Bavière avait lancé mercredi un ultimatum exigeant le départ des occupants. Ceux-ci se sont alors dirigés vers Straubing, afin de manifester devant le Cour européen des droits de l'homme, mais se sont arrêtés près de la frontière franco-allemande, craignant de n'être pas autorisés à revenir.

Par ailleurs, une trentaine de réfugiés retenus à l'aéroport de

Francfort ont entamé une grève de la faim pour obtenir l'asile politique, ou au moins l'examen de leur demande selon l'ancienne procédure, qui pouvait durer entre deux et trois ans. La nouvelle loi, entrée en vigueur le 1^{er} juillet, prévoit d'appliquer aux réfugiés arrivant par avion une procédure accélérée d'admission, sous vingt jours. — (AFP, AP)

CONGO

Tirs de roquettes à Brazzaville

Des tirs de roquettes ont été échangés dans la soirée de jeudi 8 juillet, à Baongo, quartier sud de Brazzaville, entre les militants de la Coalition de l'opposition et des militaires. Le premier tir, une trentaine de minutes avant l'entrée en vigueur du couvre-feu, fixé à 19 heures, a été effectué par des éléments de l'opposition sur un camp militaire proche du Lycée Senghor de Brazza. Une maison inhabitée, située dans ce camp, a été détruite.

Les militaires ont aussitôt riposté, lançant une roquette sur Baongo, et l'on ignorait jeudi soir s'il y avait eu des victimes. A Ouénzé, quartier nord, des tirs sporadiques d'armes automatiques ont également été entendus en divers endroits, après le couvre-feu.

D'autre part, la Coalition de l'opposition a rejeté jeudi l'offre de négociations faite par le premier ministre pour résoudre le litige électoral à l'origine de la crise politique. — (AFP, Reuters)

LIBAN

Deux soldats israéliens tués par un commando palestinien

Le Front populaire de libération de la Palestine commandant en chef général (FPLP-CG) de Ahmed Jibril, a revendiqué une attaque au cours de laquelle deux soldats israéliens ont été tués, jeudi 8 juillet, dans le secteur oriental de la « zone de sécurité » que l'Etat hébreu occupait dans le sud du Liban. Dans un communiqué distribué à Saida, ce mouvement dissident de l'OLP

affirma que cette opération a été menée dans le cadre de son « attachement à la lutte armée pour libérer la Palestine ».

« Jibril n'est pas un nouveau venu au Proche-Orient », a déclaré à la radio, Shimon Péres, le ministre israélien des affaires étrangères. « Nous sommes frottés à lui un certain nombre de fois. Il a déjà payé pour ses actes terroristes et il paiera également, cette fois-ci. » — (AFP)

PAKISTAN

La crise politique pourrait conduire l'armée à intervenir

La crise provoquée par l'hostilité ouverte entre le président pakistanais Isahq Khan et le premier ministre Nawaz Sharif pour le suprême de l'exécutif prend une tournure menaçante : l'opposition parlementaire, dirigée par Benazir Bhutto, présidente du PPP (Parti du peuple) jette tout son poids contre le gouvernement et les rumeurs d'intervention de l'armée se multiplient.

Après avoir hésité sur sa ligne de conduite et ouvert des négociations sans lendemain avec le gouvernement, M. Bhutto a déclaré mercredi 7 juillet qu'elle renonçait à de telles discussions. Elle a aussi annoncé une campagne dans la rue jusqu'à la chute de M. Sharif.

Elle a enfin recommandé de nouveau à M. Khan de dissoudre l'Assemblée en vue de tenir des élections anticipées. « Le pays est au bord de la guerre civile », a dit M. Bhutto. Le premier ministre ne cherche qu'à gagner du temps pour imposer sa dictature. — (AFP)

TURQUIE

100 000 personnes ont assisté aux obsèques de deux des victimes des émeutes de Sivas

Plus de 100 000 personnes ont participé, jeudi 8 juillet à Istanbul aux obsèques de deux des trente-six victimes — la biographe et critique littéraire Akin Bezirci et le

poète Nasimi Ciman — des émeutes intégristes musulmanes du 2 juillet à Sivas, dans l'est de la Turquie. Quelques incidents ont éclaté. Deux personnes auraient été blessées par des tirs d'avertissement de la police. « A bas l'indépendance », « la Turquie ne sera pas l'Iran » et « les mollahs en Iran », ont scandé les manifestants.

A Ankara, le conseil des ministres a décidé jeudi de démettre de leurs fonctions le préfet et le chef de la police de Sivas pour « négligence » et a également « mis fin temporairement » aux fonctions du maire islamiste de la ville, Tamer Karamolluoglu, ainsi qu'à celles d'un membre du conseil municipal, également islamiste.

Une cinquantaine de femmes kurdes de Turquie ont occupé la représentation du HCR à Bonn. Une cinquantaine de femmes kurdes de Turquie ont occupé brièvement, jeudi 8 juillet, la représentation du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR). Elles ont menacé de se suicider collectivement, exigeant que Bonn demande à l'ONU d'arbitrer le conflit opposant le gouvernement turc et les séparatistes kurdes. — (AFP)

EN BREF

■ **ESTONIE** : une carte de séjour. En revanche, les 100 000 anciens militaires soviétiques et leur famille installés en Estonie devront quitter le pays. — (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : un ancien président de caisses d'épargne condamné à deux ans et demi de prison. — Charles Keating, soixante-neuf ans, un ancien président de caisses d'épargne de Californie et d'Arizona, a été condamné, jeudi 8 juillet à Los Angeles, à deux ans et demi de prison par un juge fédéral pour avoir ruiné des milliers de petits épargnants en utilisant leurs économies à des fins personnelles. — (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE** : un sondage place les conservateurs derrière les travaillistes et les libéraux. — Pour la première fois depuis la création du Parti démocrate libéral en Grande-Bretagne en 1988, cette formation politique bat dans un sondage les conservateurs qui se retrouvent dans la plus mauvaise position sur l'échiquier politique britannique. Selon ce sondage Gallup, réalisé pour le Daily Telegraph, le Parti travailliste obtient 43 % des intentions de vote, les conservateurs 26,5 % et les libéraux 24,5 %. Seules 11 % des personnes interrogées approuvent l'action du gouvernement. — (AFP)

■ **John Major** règle son différend avec le New Statesman. — Le premier ministre britannique, John Major, a accepté 1001 livres (envi-

ron 8600 francs) de dédommagement pour régler son différend avec l'hebdomadaire le New Statesman, accusé de diffamation pour avoir publié fin janvier d'un article faisant état d'une liaison romantique de M. Major avec une restauratrice, Claire Larimer (le Monde du 15 février). Cette dernière, qui poursuivait également ce magazine, a accepté la même somme. En outre, the New Statesman paiera les frais de justice. — (AFP)

■ **HONGRIE** : Le Parlement adopte une loi sur les minorités nationales. — Les députés hongrois ont voté, mercredi 7 juillet, une loi garantissant les droits des minorités ethniques vivant dans le pays. Ce texte, adopté à l'unanimité moins trois abstentions, proscribit toute discrimination à leur égard, ainsi que toute tentative d'assimilation forcée. Il concerne 10 % de la population du pays répartie en quelques treize groupes ethniques, dont le plus important est constitué par les Tziganes (500 000 personnes). La Hongrie veut ainsi se poser en modèle de tolérance, et se mettre en position d'exiger un traitement similaire pour les minorités hongroises hors du pays, particulièrement dans la Slovaquie voisine. (le Monde du 22 mai). — (AFP)

■ **INDE** : sept policiers tués par une explosion de mine. — Sept policiers, ainsi qu'un jeune civil, ont été tués jeudi 8 juillet dans l'Andhra Pradesh, lorsque leur véhicule a sauté sur une mine en apparence

posée par le Groupe pour la guerre du peuple. Ce mouvement marxiste est très actif dans cet Etat du sud de l'Inde, où il mène une violente campagne contre les propriétaires terriens. — (UPI)

■ **IRAK** : pas de consommation en public de boissons alcoolisées. — Le ministre irakien de l'Intérieur a décidé d'interdire la consommation de boissons alcoolisées en public, afin de « préserver les valeurs » de la société, a annoncé, jeudi 8 juillet, le quotidien Al-Qadisiyah. Au mois de février, les autorités irakiennes avaient décidé, sur instruction du président Saddam Hussein, la fermeture de quelque trente-quatre cabarets et aux cents bars, à Bagdad. Elles avaient aussi interdit aux restaurants et hôtels de servir des boissons alcoolisées, le vendredi. — (AFP)

■ **Deux sites d'essai de fusées** doivent être mis sous scellés par l'ONU. — La Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (UNSCOM) a décidé de dépêcher « immédiatement », en Irak, une équipe d'experts pour mettre sous scellés les équipements de deux sites d'essai de fusées pouvant être utilisées pour des missiles d'une portée interdite par les Nations unies. L'objectif de cette mesure « provisoire » est de s'assurer que ces deux sites ne seront pas utilisés pour des essais tant que des caméras de surveillance — dont Bagdad refuse l'installation — ne seront pas mises en place par l'UNSCOM. — (AFP)

■ **LIBERIA** : l'ULIMO participera à la conférence de paix à Genève. — Alhaji Kromah, chef de la « branche militaire » du Mouvement uni de libération (ULIMO), se rendra à Genève pour participer à la conférence de paix (le Monde du 9 juillet). La direction du mouvement, divisée depuis un an, hésitait à participer à cette rencontre qu'elle considère être une manœuvre de Charles Taylor, le chef d'une faction rivale, le Front national patriotique (NPFL). — (AFP)

■ **PÉROU** : découverte de cadavres dans une fosse commune à Lima. — Des cadavres en décomposition ont été découverts, jeudi 8 juillet, dans quatre fosses communes à Ciencilla, un faubourg de Lima situé à 15 km du centre-ville, et-on appris de source judiciaire. Ces corps pourraient être ceux de neuf étudiants et d'un professeur, sympathisants du Sentier lumineux, disparus lors d'une opération menée par l'armée le 18 juillet 1992 à l'université Enrique Guzman y Valle, également connue sous le nom de « La Cantuta ». L'opposition parlementaire, de droite comme de gauche, a plusieurs fois réclamé la démission du chef de l'armée, le général Hermosa, qu'elle juge « responsable pénalement de la disparition des neuf étudiants et du professeur ». — (AFP)

■ **SOUDAN** : le « numéro deux » du Front national islamique nommé au gouvernement. — Le « numéro deux » du Front national islamique (FNI) qui dirige Hassan el-Tourabi, a fait son entrée au gouvernement, jeudi 8 juillet, à la faveur d'un remaniement ministériel, a annoncé la radio soudanaise. Officiellement, le FNI a été dissous comme toutes les autres formations politiques après l'arrivée au pouvoir de la junte militaire islamiste. Ali Osman Mohamed Taha a été nommé ministre de la planification sociale, nouveau portefeuille qui contrôlera l'Association de la femme soudanaise et celle de la Jeunesse de la nation, organisations de masse créées depuis le coup d'Etat du mois de juin 1989. — (AFP)

■ **TOGO** : reprise des pourparlers entre l'opposition et le gouvernement. — Suspendus depuis deux semaines, les pourparlers entre l'opposition et le pouvoir, qui devaient reprendre jeudi 8 juillet, ont été reportés de vingt-quatre heures. Ils devraient permettre la signature d'un accord sur un nouveau calendrier électoral et un compromis élaboré par le président du Burkina, Blaise Compaoré. — (AFP, Reuters)

■ **TURQUIE** : abolition du monopole d'Etat sur les radios-télévisions. — Le parlement turc a aboli jeudi 8 juillet, comme prévu, le monopole de l'Etat sur les radios et les télévisions, rapporte l'agence turque Anatolie (le Monde du 7 juillet). — (AFP)

■ **Ankara** rejette une note de protestation de la Suisse. — Le ministre turc des affaires étrangères a indiqué, jeudi 8 juillet, qu'Ankara a « rejeté » une note de protestation du gouvernement suisse remise mercredi à l'ambassade de Turquie à Berne à propos de la fusillade sanglante déclenchée depuis cette ambassade sur des manifestants kurdes, le 24 juin. La Suisse faisait « savoir qu'elle considère de tels agissements comme inacceptables et qu'elle ne saurait tolérer que des coups de feu soient tirés ou hasard sur des gens depuis une ambassade étrangère même si ceux-ci prenoient part à une manifestation non autorisée ». Berne exprimait aussi « son indignation » devant « le manque de coopération » d'Ankara et demandait aux autorités turques « de trouver des solutions aux divergences sur la question kurde qui tiennent compte des principes de l'Etat de droit et du respect des minorités ». Depuis l'incident, la Turquie a rapatrié au total sept membres de son ambassade. — (AFP)

ESPACE EUROPEEN

TRIBUNES

L'impuissance de l'opposition serbe

par Stojan Cerovic

L'ARRESTATION du chef de l'opposition serbe, Vuk Draskovic, sans doute l'unique prisonnier politique d'Europe, a permis au monde de saisir au moins l'espace d'un instant qu'il existe, à Belgrade, une opposition au régime de Slobodan Milosevic. Etant donné la nature de ce régime, cette opposition n'était pas si facile qu'on pouvait le croire. Mais le meilleur de cette opposition, dont fait partie Vuk Draskovic, se retrouve aujourd'hui dans une situation klotie, ridiculisée et peut-être même dangereuse.

Il s'agit de gens qui se sont opposés à la politique belliqueuse de Milosevic, qui ont avec persévérance démontré que le monde n'accepterait pas les conquêtes militaires, que l'Europe défendrait ses propres principes et valeurs et que les Serbes seraient défaits. Tout comme l'opposition libérale, les intellectuels indépendants et quelques médias libres, Vuk Draskovic, en tant que dirigeant du plus important parti d'opposition, s'est trouvé constamment accusé de trahison nationale. Mais, tous ensemble, ils ont pris le risque de s'opposer à la terreur du patriotisme, convaincu qu'en Europe, aucune idéologie nationale ne peut aboutir à ses fins par la violence, le crime et la purification ethnique.

Il en est allé autrement. Il est apparu que Milosevic, qui méprise l'Occident, avait raison. Son but est

la Grande Serbie, et ce projet apparaît plus réel que jamais. Pour Belgrade, les sanctions internationales sont la prix à payer pour cette ambition. La propagande officielle le présente bien sûr comme un geste injuste; en tout cas, elles ne peuvent pas menacer le pouvoir de Milosevic. Mais, il est vrai, ne peut convaincre les Serbes qu'ils ont mérité d'être punis. Et il est encore plus difficile de contester la victoire de la stratégie de Milosevic en Bosnie, quand la communauté internationale elle-même est hors d'état de le faire.

La Bosnie est certes la plus grande victime de l'impuissance européenne et de la politique du fait accompli. Mais elle représente aussi la défaite d'une grande partie de la Serbie qui n'approuve pas Slobodan Milosevic. Il est vrai que l'opposition serbe n'a pas réussi à ramporter les élections, ni à renverser le pouvoir par des protestations de masse, des grèves et des manifestations, bien que celles-ci aient été nombreuses. Mais il faut savoir que l'on fait face ici sur place, moins au « dernier régime communiste en Europe » qu'à un nouveau nationalisme militant et sûr de lui. L'Europe a déjà eu affaire à ce type de régime et on se souvient combien la résistance intérieure, quand il y en a eu, fut difficile, dangereuse et parfois infructueuse.

C'est une erreur tragique de croire que la guerre en Bosnie est un

conflit local et qu'elle ne concerne pas l'Europe. Il pourrait s'avérer que le sacrifice de la Bosnie, et avant tout des Musulmans bosniaques, ne soit que la première d'une série de conséquences engendrées par l'impuissance de l'Europe à empêcher cette guerre ou à imposer des solutions qui ne violent pas le sentiment élémentaire de justice. Il est tout à fait évident que la Serbie, la Croatie, et peut-être la région tout entière, ne peuvent plus résister à une « fascisation » accélérée.

Les gens qui, en Serbie, croient encore en le supériorité d'un système fondé sur le mérite, le respect des droits de l'homme et des libertés civiles, ne savent plus qui convaincre ni comment. L'impression prévaut que c'est justement ce modèle qui a été défectueux en Bosnie au moment où il semblait l'emporter définitivement et que la communauté internationale n'avait pas de solution de rechange. L'opposition serbe ne se soumettra pas à Milosevic, mais elle ne peut pas non plus l'ébranler. L'isolement international même bien qu'une catastrophe économique, politique et culturelle, mais le régime qui en est responsable est devenu intouchable.

► Commentateur politique à l'hebdomadaire *belgrade Vreme*, Stojan Cerovic est également président du Centre anti-guerre.

La leçon de Robert Schuman

par David J. Heilbron Price

QUE ferait aujourd'hui Robert Schuman, l'initiateur de la Communauté européenne, à propos de la Yougoslavie? Dans les années 30, il fit un voyage d'information en Yougoslavie. Il avait été éfayé à la lecture d'un livre écrit par un de ses collègues députés, Ernest Pezet. Ce livre s'intitulait *La Yougoslavie en péril*. Ce qu'il apprit peut nous aider à prendre une décision sur ce qu'il convient de faire face à l'actuelle tragédie de l'ex-Yougoslavie.

Robert Schuman commença en août 1934 son voyage en Yougoslavie, alors royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes et déclencha de la première guerre mondiale. Pour pouvoir s'entretenir avec les gens, il s'était muni d'introductions, et pour des rencontres beaucoup plus dangereuses, de mots de passe. Il parla avec des interlocuteurs très variés, du plus humble au roi Alexandre en personne.

Il jugea la situation encore plus dangereuse que ne l'avait décrite Pezet. Schuman et Pezet écrivirent au ministre des affaires étrangères, Louis Barthou. Le roi de Yougoslavie devait venir en France au cours des semaines suivantes. Visiter la France était risqué; faire étape à Marseille, avec sa population d'émigrés, pouvait être catastrophique. Le ministre répondit en assurant que les craintes étaient exagérées. Le 9 octobre, le roi Alexandre et le

ministre français des affaires étrangères furent assassinés à Marseille par des Croates probablement soutenus par des fonds nazis.

Robert Schuman écrivit alors un article demandant à la France d'insister pour l'égalité des droits pour tous: Serbes, Slovènes et Croates. Les Serbes représentaient seulement la moitié de la population mais, grâce à la dictature installée en 1929, ils avaient expulés les autres minorités des postes les plus importants dans le gouvernement et dans l'armée. Les Européens, écrivit Schuman plus tard, ont échoué, tout au long de leur histoire, à donner aux peuples des Balkans « outre un statut juridique, plus ou moins artificiel, une tâche commune et une espérance nouvelle, capable de faire oublier les querelles passées ». Ils en ont besoin aujourd'hui, plus que jamais. Nous, Européens, avons trouvé les nôtres dans la Communauté européenne.

Pour Schuman, une action véritablement européenne doit « être la prise de conscience des réalités, des possibilités et des devoirs ». Il aurait attribué par-dessus tout une haute valeur morale au devoir des Européens.

En 1950, Robert Schuman a rendu possible notre Communauté — une réalisation hautement morale, fondée sur la paix et la liberté démocratique, afin de réaliser nos rêves communs. « Nous avons appris que la meilleure manière de servir son

propre pays est de lui assurer le concours des autres par la réciprocité des efforts et par la mise en commun des ressources », enfin « d'enlever à la guerre sa raison d'être », écrivait-il. « L'Europe a procuré à l'humanité son plein épanouissement. C'est à elle qu'il appartient de montrer une route nouvelle, à l'opposé de l'eservissement, par l'occupation d'une pluralité de civilisations, dont chacune pratique un même respect envers les autres. »

Comment pouvons-nous encourager ceux qui, dans l'ex-Yougoslavie, hommes, veuves, enfants, s'opposent aux politiques sanguinaires? Les hommes politiques et les médias pourraient-ils fournir des adresses pour que 345 millions de citoyens de la Communauté européenne, des millions en Europe orientale et en Scandinavie, et 280 millions en Amérique du Nord, envoient un message personnel à chaque habitant de l'ex-Yougoslavie et surtout aux dirigeants? C'est un type d'action dont Amnesty International a montré qu'elle pouvait marcher. Des hommes immoraux ont contraint de paisibles voisins à devenir des ennemis. Soutenons tous ceux qui veulent la paix et s'adressent à la conscience des belligérants. Expliquons-leur quatre mots: paix, égalité, communauté, réalisation.

► Ecrivain et éditeur vivant à Bruxelles, David J. Heilbron Price prépare une biographie de Robert Schuman.

COLLOQUES

Les transports du temps

Dans la cathédrale de Bamberg, le village de plume d'un cavalier du XIII^e siècle a servi de modèle d'Arven aux nazis; d'autres statues ont été faites à Reims, et cet étonnant transport de l'art enchanté l'île Prigogine. Lui est né à Moscou, mais dans une culture immédiatement européenne, et ses études de physique et de chimie ne l'ont pas détourné de Goethe, ou de Bergson, qui lui ont appris l'étonnement du temps. Réurrection ou redécouverte du temps, selon que l'on privilégie le titre anglais ou allemand du séminaire, tel était le mobile de la rencontre d'une soixantaine de personnes, dans le cadre des « Semaines de Hegel » organisées, du 27 au 30 juin, dans la ville où fut écrite le *Phénoménologie de l'esprit*.

Pour dire clairement qu'on allait prendre des idées dans une discipline, les essayer dans une autre, et utiliser toute la gamme de traverses, les organisateurs avaient choisi le nom de *Meisterkurs*: lorsque les maîtres de musique commentent les travaux exécutés devant eux, le relation n'est pas seulement d'enseignement, mais d'apprentissage. C'est le « know how » de la philosophie que nous voulons mettre en avant, a déclaré Walter Zimmerli, professeur à l'université de Bamberg. Il a élaboré le séminaire avec une maison d'édition scientifique de Darmstadt, la Wissenschaftliche Buchgesellschaft.

Les deux premiers jours ont été consacrés au temps de la nature et des auto-organisations, de la modernité et de la contingence, le troisième a été celui des médias. L'air du temps a fait surgir la première opposition de principes entre deux scientifiques: le biologiste chilien Humberto Maturana travaille sur les systèmes; il pense qu'on ne peut rien expliquer en dehors de l'homme, alors que, pour le physicien Prigogine, l'évolution existe avant l'homme, comme pendant et après lui. Mais ce n'était pas une opposition entre « subjectivistes » et « objectivistes ». D'un protocole strict d'observations scientifiques, et de ses rigoureuses conclusions, on a vu la métaphore s'envoler vers de nouveaux concepts philosophiques.

L'irréversibilité du temps avait reçu ses lettres de créance en physique du second principe de la thermodynamique, mais c'y aurait la relativité comme à la mécanique newtonienne dont les lois sont immuables. Prigogine est un homme heureux parce qu'il pense pouvoir enfin jeter un pont sur cette dualité tragique entre la science et l'existence, en montrant que la physique rend compte de la flèche du

temps dès lors qu'on passe des fonctions aux statistiques, des trajectoires aux probabilités — en d'autres termes de l'individu à la population. Cette découverte du moléculaire et des phénomènes de multiplicités, de l'existence de temps pluriels et relatifs, a lieu dans la recherche biologique comme dans les sciences sociales. Juan Carlos Letellier, par exemple, en travaillant sur le mémoire visuelle des pigeons, a établi que seuls importaient les temps relatifs entre les processus étudiés; leur balance assure l'équilibre du système et son automélie, mais le problème est toujours celui du passage du temps microscopique à celui de la dynamique de l'organisme tout entier.

Baudrillard est sensible à ce décalage entre les niveaux, et pour lui la révolution moléculaire dont perdit Félix Guattari se réalise en effet, mais au profit des ensembles « moles » parénétiques: la « libération » des réseaux et circuits se fait comme une démultiplication des ensembles programés, comme une interiorisation des totalités. Jean Baudrillard, qui n'a pu venir à ce séminaire, avait envoyé un texte, d'un noir pessimisme: on y voit l'histoire resperir en arrière, se fragmentant en de multiples simulacres.

Un certain nominalisme

Parlant du désir ou de la « mégalomanie », Anne Norton, enseignante à Chicago et au Texas, était prise de la vraie question que la philosophie peut poser aux médias, alors que dans le troisième jour, qui leur fut consacré, on s'en éloigna parfois au profit d'un certain nominalisme. On ne peut sans doute pas parler des médias à partir d'eux-mêmes. La « relation narrative », en revanche, pourrait éclairer leurs pratiques. En s'appuyant sur les différentes sortes de « récits », Carlos Forment (de Buenos-Aires et Princeton) proposait ainsi, en « bricoleur » dit-il, des outils pour l'étude des identités collectives dans la sphère politique. Les « narratives » qui filèrent les événements sont bletées et incomplètes, c'est ce qui fait leur qualité sociale: elles construisent des totalités significatives d'éléments dispersés, comme l'écrivait Paul Ricoeur, et d'une succession extrême une configuration. Ainsi cette contribution au débat sur la démocratie — l'institutionnalisation de l'incertitude — fut-elle aussi indirectement une réflexion sur le presse.

Les Grandes Surfaces veulent créer 46 000 emplois en 2 ans...

Il y a des hommes politiques à qui cette idée semble fortement déplaire.



Les chiffres sont là: chaque année, les Grandes Surfaces créent 23 000 emplois directs et préservent au minimum 5 000 emplois indirects (fournisseurs, Bâtiment et Travaux Publics, transports, services, etc.).

Or, des hommes politiques au pouvoir voudraient geler pendant deux ans toute implantation ou agrandissement d'hypermarchés ou de supermarchés...

Quand notre pays compte plus de trois millions de chômeurs officiels, que des pans entiers de l'économie réduisent leurs

effectifs (l'automobile, par exemple) ou partent produire à des milliers de kilomètres, est-il raisonnable de paralyser le développement des Grandes Surfaces?

Elles participent à la création d'emplois, se battent pour le pouvoir d'achat, font travailler des milliers d'entreprises et dynamisent la vie locale... Et elles sont prêtes à mettre tout leur poids au service de la reprise.

Bridier un secteur qui marche, ce serait freiner toute l'économie.

LES GRANDES SURFACES N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI UTILES

Groupement National des Hypermarchés

SOCIÉTÉ

Sida : le pire est à venir

Suite de la première page

Dans ces régions, l'extension du sida est d'autant plus massive que la transmission se fait par voie hétérosexuelle, touchant en particulier les jeunes femmes. Selon la Banque mondiale, 80 % des personnes infectées par le VIH vivent en 1990 dans un pays en voie de développement. En l'an 2000, cette proportion sera de 95 %.

Dans les pays d'Afrique et d'Asie, écrit le professeur Lévy, le sida représente un « drame » dont les conséquences démographiques apparaîtront vraisemblablement dès le début du vingt et unième siècle. A lui seul, ajoute le directeur de l'ANRS, le sida « risque de constituer une cause de régression importante du développement africain. Ailleurs, en Amérique latine et surtout en Asie, l'épidémie galopante va de son côté causer des problèmes socio-économiques majeurs. Dès la fin de ce siècle, l'Asie sera le principal réservoir du virus ».

Le désengagement de l'industrie pharmaceutique

D'ici à l'an 2000, les experts de la Banque mondiale prévoient que de 4,2 à 9,5 millions de personnes seront infectées par le VIH en Afrique, 4,2 millions en Asie et 1,1 million en Amérique latine. Ces données doivent être mises en parallèle avec les dépenses consacrées chaque année à la pré-

vention du sida. Cette année, on estime qu'environ 1,5 milliard de dollars dans le monde ont été consacrés à cette prévention. Sur cette somme, seulement 200 millions de dollars ont été dépensés dans les pays en voie de développement (où habitent pourtant 85 % des personnes infectées).

Cette disproportion entre pays industrialisés et pays en voie de développement se retrouve également dans l'analyse des sommes dépensées pour le traitement des malades : en 1992, les pays en voie de développement ont dépensé globalement 340 millions de dollars pour soigner les patients atteints de sida ; les pays industrialisés y ont consacré, pour leur part, 4,7 milliards de dollars.

Tout le problème aujourd'hui est de savoir si cette « désinflation » croissante du sida ne va pas freiner l'effort de recherche. En d'autres termes, le sida ne risque-t-il pas de coexister avec le même sort que les maladies parasitaires, considérées comme non « rentables » par les firmes pharmaceutiques et où l'investissement de recherche est rapporté avec gravité ?

Actuellement, la recherche marque le pas. La recherche d'un vaccin qui, comme l'explique le professeur Lévy, « paraît être la seule chance de réellement contrôler cette épidémie au plan mondial », se heurte à des difficultés consi-

dérables du fait des caractères biologiques propres au virus (en particulier son hypervariabilité et sa pénétration par voie sexuelle avec accès quasi immédiat à des réservoirs sanctuaires). Le professeur Lévy estime que l'on saura dans deux ans environ s'il est possible de fabriquer un vaccin malgré la grande variabilité du virus.

Pour l'heure, explique-t-il, « il n'est pas certain qu'un vaccin puisse être mis au point, les probabilités d'un échec restent actuellement considérables ». Il ajoute qu'il est très peu probable qu'un vaccin puisse être applicable à de larges populations avant, au minimum, la première décennie du vingt et unième siècle.

Risque d'exclusion

Si un tel vaccin était découvert, resterait le problème de son coût. A priori très élevé, ce qui rendrait pour le moins difficile son utilisation à une large échelle dans les pays en voie de développement. C'est la raison pour laquelle le professeur Lévy indique qu'il n'est pas exclu que doivent être déviés des vaccins dirigés contre une partie des souches susceptibles, par conséquent avec une application géographique et temporelle limitée.

Quel que soit le type de recherche considérée — sur les vaccins ou sur les médicaments anti-sida — il est, insiste le professeur Lévy, d'une importance primordiale que collaborent étroitement le secteur public et les sociétés industrielles, « tout en sachant que, du fait des difficultés techniques et des coûts de cette recherche, de nombreuses sociétés sont actuellement en train de se désengager ». Pour autant — et

même si, comme l'estime le professeur Lévy, « les chances d'un contrôle spectaculaire de la maladie dans les années qui viennent sont très limitées » — un tel désengagement serait pour le moins dramatique, revenant du même coup à baisser les bras devant une catastrophe aux conséquences incalculables.

La prévention restera donc pour très longtemps la seule arme efficace pour lutter contre le sida. En sachant qu'une épidémie n'est pas seulement une maladie individuelle mais que, comme le rappelle le professeur Lévy, l'épidémie « a toujours comporté dans l'histoire des conséquences importantes sur les sociétés », à commencer par le risque d'exclusion. On peut éradiquer, par exemple, que l'explosion de cas de tuberculoses multirésistantes aux antibiotiques que l'on voit apparaître dans certains pays (États-Unis, Afrique), et qui est un tard risquant de se produire en France, ce modifie la tolérance à l'égard des sujets contaminés.

On est donc bien loin d'en avoir fini avec le virus du sida, ce genre « diabolique », comme l'avait qualifié le professeur Mikko Ormek dans son *Histoire du sida* (3), qui dégrège d'abord les défenses immunitaires de l'organisme, désorganise sa police interne, puis « perturbe par ricochet les relations sexuelles et, enfin, envahit les rapports sociaux d'une manière inédite, plus subtile et plus insidieuse que le lèpre médiévale, le syphilis de la Renaissance ou la tuberculose du début de la civilisation des machines ».

FRANCK NOUCHI

(3) Editions Payot.

QUELLE HISTOIRE I

PAR CLAUDE SARRAUTE

Vous avez de ces histoires, dites donc ! Vous m'écrivez, vous me téléphonez : Écoutez voir ce qui m'arrive. Des histoires drôles, de drôles d'histoires, de sales histoires, mais, bon, je n'ai pas toujours de quoi en faire toute une histoire. En voici trois ou quatre. Je vous les livre en vrac avant de partir en vacances.

C'est une parente d'élève à Gien. Son fils est inscrit dans un de ces LEP poubelle où ceux, plus ennobliards, de Montargis, d'Orléans et de Sully déversent leurs surplus. Un de ces LEP animés par une équipe formidable entièrement consacrée à l'éducation, à la formation d'adultes de post-ados, à l'image de leur vie : pas faciles. Seul auxiliaire à leur agilité, au début, le terrain de sport où ils préparent, ensuite, les épreuves d'athlétisme inscrites au bac.

Ils en ont, ou plutôt ils en avaient, plusieurs à leur disposition. Pas génial, mais bon ! Et voilà qu'au retour des vacances de Pâques, qu'est-ce qu'ils voient se dresser sur leur aire de lancer, poids, marteau, disque ? Un magasin de pièces détachées auto ! Merd, m'sieur le maire ! De rien ! La zone était

Métro. Clichy, 21 h 15. A peine engagé dans le perron, vous êtes bousculé par un jeune, teint gris, pas très propre sur lui, qui veut passer à l'ail. Vous le sermonnez. Alors, l'autre : Va faire ton racisme ailleurs ! — Je ne vous reproche pas d'être étranger, moi, de sacroquer la RATP. — Va chier !

Un peesent, un monsieur, avec tout plein de décorations au revers de son veston, se détourne pudiquement. Derrière leur guichet, deux employés, un métropolitain, un Antillais, bésient les yeux. Visiblement, ça ne les regarde pas ! Rattrapé un peu plus loin par le freudeur, vous avez droit à un geste de post-ados, à l'image de leur vie : pas faciles. Seul auxiliaire à leur agilité, au début, le terrain de sport où ils préparent, ensuite, les épreuves d'athlétisme inscrites au bac.

Conclusion amère de mon lecteur : Le tricheur me traite de raciste ; la Légion d'honneur a peur ; la RATP s'en fout ; la police lui cherche des poux. Et moi, de quoi je me mêle, eu

Pot-pourri



PANCHE

constructible. Faut-il vous y attendre. Tiens, à propos, vos deux petits terrains de foot, l'ai l'intention de les transformer en parking. Allez, ralez pas ! En échange, je vais vous ouvrir un howling avec plein de machines à nous et de jeux vidéo. Ça vous occupera ! Dans ce coin perdu, vous n'avez pas tellement d'occasions de sécher la classe !

Qu'est-ce que vous dites de ça, m'sieur le ministre de l'éducation nationale ? Géniale, non, cette façon de lutter contre l'insécurité à l'école et d'inciter les enseignants à bosser dans les zones sensibles ! A la rentrée, vos appels du contingent, va falloir en envoyer un sacré paquet à Gien !

N'égarez jamais votre feuille de soin. Sinon, vous ne serez jamais remboursés. Même si elle s'est perdue dans un centre de tri ou dans les services de la caisse ? Absolument. C'est marqué dans le code de la sécu : on ne rembourse qu'au vu d'une feuille conforme du même type. Bon, ben, alors suffit de demander au toubib de refaire une ordonnance, en stipulant qu'il s'agit d'un duplicata. Là, elle ne peut rien dire, le toubib. Oh que si ! Voilà bientôt deux ans qu'elle envoie patraque une dame à la retraite (5 600 F par mois) dont elle prétend n'avoir jamais reçu la feuille (5 615 F de soins dentaires) envoyée par la pasta. Non, pas en recommandé. Oui, sans accusé de réception. Normalement, quoi !

Démarches à n'en plus finir. Et, pour finir, jugement du tribunal des affaires de la Sécurité sociale, qui lui donne raison : Faut respecter l'esprit, pas le texte de la loi. La Sécu ne l'entend pas de cette oreille-là. Elle va en Cour de cassation. Mais l'écriture ne l'y suivra pas ! Moi, j'ai pas les moyens de m'offrir l'avocat à 10 000 balles minimum exigé par cette juridiction. La caisse, si, apparemment. Fauchée, la Sécu ? Allons donc !

fond ? On se le demande ! Vous vous croyez où, là ? En Allemagne ? En Grande-Bretagne ? Il ferait beau voir qu'un pays du chèque pour soi un citoyen se permette de donner, même bien gentiment, une leçon de civisme à son voisin. Laissez faire, laissez dire... les autorités !

C'est le note de téléphone d'une secrétaire dans l'Essonne. Mariée. Un gamin qu'elle conduit chaque matin à l'école avant d'aller bosser, et qu'elle reprend le soir. Elle en a pour 1 817,19 F. Stupeur de sa part. Elle n'appellait jamais personne. Elle demande le détail au Télécom. Sur 117 communications, 101, toujours passées en semaine dans la journée, quand ils ne sont pas là, concernant le 3615 Jeux.

Refus de payer. Convocation devant le tribunal de l'île-de-France. Il y a foule. Près de cent cinquante abonnés furibonds contestent la somme exigée par les Télécom. Le juge, débordé, lui, ne fait pas le détail. Tout le monde est condamné à casquer. Allez, exécution ! Elle ne s'exécute pas. Son téléphone est coupé. Bien que de toute évidence il soit piraté.

Ça arrive de plus en plus souvent. Témoignage, cette modeste ébéniste de la région parisienne débaie d'apprendre qu'elle a passé des dizaines de coupes de fil en Norvège, aux États-Unis, au Maroc, au Pakistan et dans les Emirats arabes. Un jour, elle décroche son combiné pour appeler une copine, et elle tombe en pleine conversation entre deux voix forcément anonymes. Elle rouspète : Qu'est-ce que vous faites sur ma ligne ? — Votre ligne ? C'est la mienne. Allez vous faire voir !

Où ça ? Aux Télécom ? Ils ne veulent pas le savoir : Vous êtes piratée ? Possible, et après ? Ça ne vous dispense pas de payer. Si tout le monde se mettait à trueder, où on irait ?

SPORTS

CYCLISME : la cinquième étape du Tour de France

Wilfried Nelissen en embuscade

La cinquième étape du Tour de France qui amène, jeudi 8 juillet, les coureurs d'Avranches à Evreux (225 kilomètres) a été gagnée par le Danois Jesper Skibby, suivi d'une seconde par un peloton toujours aussi vélocité. Filant à plus de 45 km/h, les coureurs ont encore réussi à mettre en déroute les deux échappées du jour : une fugue solitaire du Danois Bjørn Riss, et une fuite de treize hommes dont le Français Laurent Fignon. Le Belge Wilfried Nelissen, qui a terminé deuxième de l'étape, a repris la maillotte jaune à l'Italien Mario Cipollini qu'il devancait au classement général de 2 secondes grâce aux bonifications.

EVREUX

de notre envoyée spéciale

La guerre des sprinters continue. En ce début de Tour, le maillot jaune revient sur les épaules de deux spécialistes du genre : après avoir passé deux jours sur le dos du Belge

Wilfried Nelissen et une journée sur celui de l'Italien Mario Cipollini, le voilà qui, à Evreux, est revenu au premier rang. Dans la cinquième étape, dimanche, lors de la première échappée, Nelissen avait ruminé sa défaite les dents serrées, jurant qu'il allait « se payer » son adversaire au plus vite. Ce fut chose faite, lundi, à Vannes.

Pour un néophyte, la violence de la réaction du coureur peut paraître surprenante. Au repos, Nelissen a en effet des allures de gentil garçon. Il n'a que vingt-trois ans et sa silhouette massive est adoucie par un regard aussi vert que les pâtures flamandes. On apprend que l'homme est marié, qu'il sera père en septembre et qu'il aime, entre deux courses, une vie très simple, à Alken, dans le Limbourg. On pense avoir découvert un sprinter différent, mais non. Comme Abdoujaparov et Cipollini, Nelissen est un fou. Fou de vitesse, fou de danger. « Un sprinter doit être un peu aliéné », dit-il, dans la différence, explique Philippe Crepel, manager de Nivemail. « Un garçon trop « normal » rentrerait vite dans le rang et ne serait qu'un rouleur ».

A ce jeu, la formation Novemail est pour l'instant la plus forte. A Evreux, Wilfried Nelissen, quoique deuxième, a une nouvelle fois battu

le playboy Mario Cipollini au sprint et gagné à point dans la bataille qui l'a opposé à l'Italien. Dans la cinquième étape, dimanche, lors de la première échappée, Nelissen avait ruminé sa défaite les dents serrées, jurant qu'il allait « se payer » son adversaire au plus vite. Ce fut chose faite, lundi, à Vannes.

Pour un néophyte, la violence de la réaction du coureur peut paraître surprenante. Au repos, Nelissen a en effet des allures de gentil garçon. Il n'a que vingt-trois ans et sa silhouette massive est adoucie par un regard aussi vert que les pâtures flamandes. On apprend que l'homme est marié, qu'il sera père en septembre et qu'il aime, entre deux courses, une vie très simple, à Alken, dans le Limbourg. On pense avoir découvert un sprinter différent, mais non. Comme Abdoujaparov et Cipollini, Nelissen est un fou. Fou de vitesse, fou de danger. « Un sprinter doit être un peu aliéné », dit-il, dans la différence, explique Philippe Crepel, manager de Nivemail. « Un garçon trop « normal » rentrerait vite dans le rang et ne serait qu'un rouleur ».

Un coureur fou, mais au moral très friable. Depuis trois ans, Nelissen ne parvenait pas à s'imposer face aux meilleurs sprinters, terminant ses courses deuxième à onze reprises... dont six derrière Cipollini. « Sa victoire, lundi, devant l'Italien, a été capitale », explique Eddy Planckaert, directeur sportif de Nivemail. Elle lui a permis de surmonter ce complexe d'infériorité qu'il faisait par rapport à lui ».

Coureur délinquant et désormais reconnu, Wilfried Nelissen va de surprise en surprise sur les chemins de sa gloire : « A Alken, ma femme

croule sous les coups de téléphone et les télégrammes de félicitations. Au café des supporters du coin, tous le monde se masse devant la télévision à l'heure de l'arrivée des étapes », raconte-t-il. Nelissen s'est vite accommodé de son nouveau statut de vedette. Jeudi matin, pour le premier jour sur le Tour, il est allé à l'église. Quand on lui a demandé pourquoi ce jour-là, particulièrement, il a répondu : « Parce qu'un photographe qui voulait faire un sujet sur moi me l'avait demandé ».

Les classements

Cinquième étape
Avranches-Evreux
(225,5 kilomètres)

1. J. Skibby (Dan), 5 h 11 min 57 s ; 2. W. Nelissen (Bel) ; 3. A. Ferrigato (Ita) ; 4. M. Scianardi (Ita) ; 5. S. Colage (Ita) ; 6. O. Ludwig (All) ; 7. M. Cipollini (Ita) ; 8. D. Cassani (Ita) ; 9. T. Rominger (Sui) ; 10. L. Jälsbirt (Fra), tous à 1 s.

Classement général

1. W. Nelissen (Bel), 22 h 9 min 37 s ; 2. M. Cipollini (Ita) à 2 s ; 3. L. Jälsbirt (Fra) à 32 s ; 4. A. Zülle (Sui) à 33 s ; 5. Z. Jaskule (Pol) à 41 s ; 6. J. Bruyneel (Bel) à 51 s ; 7. E. Bruyneel (Bel) à 51 s ; 8. P. Louviot (Fra) à 1 min 4 s ; 9. J. Museeuw (Bel) à 1 min 10 s ; 10. F. Ballerini (Ita) à 1 min 10 s...

Bonifications

Wilfried Nelissen et Mario Cipollini sont tous deux arrivés jeudi 8 juillet, avec le gros de la troupe, à une seconde du vainqueur Jesper Skibby. Et pourtant, le Belge n'a rien à l'italien le maillot jaune acquis la veille lors du contre-la-montre par équipes. Nelissen a en effet gagné plus de secondes de bonifications que son adversaire. Car il y a des courses dans le jour.

● A l'arrivée des étapes, dites en ligne, une bonification est retenue sur le temps effectué : vingt secondes de moins pour le gagnant, douze pour le deuxième et huit pour le troisième.

● Trois sprints intermédiaires accordent eux trois pre-

miers, six, quatre et deux secondes de bonification.

Parti mercredi avec six secondes d'avance sur Nelissen, Cipollini a écopé sans avance à dix secondes en passant premier et deuxième aux deux premiers sprints (— 10 s), quand Nelissen franchissait ces lignes en deuxième et troisième position (— 8 s). Mais le Belge, deuxième de l'étape à Evreux, a gagné douze secondes et a donc récupéré le maillot jaune.

« Ces sprints relèvent de l'intérêt d'une étape en ligne », explique Albert Bouyer, directeur des compétitions de la société du Tour de France. Ils promettent un beau spectacle au sein même de la course ».

B. M.

JEAN-PIERRE BUREAU

50.500.000

ÉCONOMIE

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

BILLET

Bull face aux gesticulations politiques

Bull est aujourd'hui ballottée, d'une prise de position à l'autre. La tutelle, par le vote du ministre de l'Industrie, multiplie les déclarations controuvées. Elle exige une nouvelle ligne stratégique « plus claire » que la précédente courant juillet. Elle affirme haut et fort que l'activité micro-informatique n'est pas stratégique. Gérard Longuet a expliqué, mercredi 7 juillet dans les *Echos*, que ce « paquebot » a besoin « d'une reprise en main ». Une semaine plus tôt, une délégation de la fédération métallurgique CFDT, reçue au ministère, avait obtenu la garantie que l'intégrité du groupe serait préservée. Quant au président de Bull, qui planche depuis plusieurs jours devant diverses commissions de l'Assemblée nationale, il a l'air de tenir des propos évasifs devant les députés. Avant même la présentation de ces nouveaux axes stratégiques souhaités par l'Etat actionnaire, Bull annonce un vaste programme de suppressions d'emplois (6 500 dans le monde, dont 2 850 en France) dont on se sait très bien à l'usine ou non dans le plan global prévu par le ministère de l'Industrie. Pendant ce temps, la rumeur court qu'il voudrait que Bernard Pechu soit désavoué par son actionnaire, en conflit ouvert avec Gérard Longuet, incessamment débarrassé au profit de l'actuel patron d'Elf-Aquitaine ou du directeur général de Rhône-Poulenc — une fois ces deux entreprises privatisées. Dans les *Echos* en ville, les plus audacieux misent sur Francis Mer ou Alain Gomez. Et la stratégie de Bull alimente désormais la chronique estivale.

Bref, tout cela ajoute un peu plus à la confusion. L'affaire du nouveau plan stratégique de Bull tourne à la plaisanterie. Les spéculations actuelles rappellent étrangement celles qui, sous le gouvernement d'Edith Cresson, avaient entouré la négociation entre Bull et IBM.

Le groupe informatique public ne mérite pas cela. Le changement de cap qu'il est en train d'entreprendre — quitter le rôle de constructeur pour celui d'assembler et d'intégrateur de systèmes informatiques — requiert certes de préparer les esprits, de casser les rigidités internes. Mais trop de gesticulations finissent par nuire à l'objectif poursuivi : celui d'assurer un redressement durable à l'un des derniers grands noms de l'informatique européenne.

CAROLINE MONNOT

Une croissance de 7,6 % sur douze mois Les dépenses d'assurance-maladie ont fortement augmenté en mai

Les dépenses d'assurance-maladie ont augmenté de 1,1 % en mai, soit une progression de 7,6 % sur un an, selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie publiées jeudi 8 juillet. Cette progression « très vive » est en partie imputable à « une accélération du rythme des opérations de liquidation » effectuées dans les caisses primaires, qui vient compenser un retard observé en avril, estime la Caisse nationale. On observe une forte croissance des remboursements d'honoraires privés (1,4 % contre 0,2 % en avril) et des prescriptions (1,7 % contre 0,4 %). Le rythme de croissance des versements aux établissements du secteur privé est « particulièrement soutenu » (2,8 %), alors que ceux du public (0,5 %) ont connu une croissance plus modérée que lors des derniers mois.

Une juge de Genève au siège parisien de la banque

Le Crédit lyonnais est la cible de la justice suisse

Le Crédit lyonnais n'en finit pas de payer la lourde erreur de s'être engagé sans compter aux côtés des financiers italiens Giancarlo Parretti et Florio Fiorini, partis en 1990 à la conquête de Hollywood et de la Metro Goldwyn Mayer (MGM). Dernière humiliation et non la moindre, une commission rogatoire dirigée par le juge Jean-Louis Crochet, du tribunal de Genève, a fait irruption, jeudi 1^{er} juillet, au siège du Crédit lyonnais, boulevard des Italiens, à Paris. Ordonnée dans le cadre

d'une instruction judiciaire, la commission a pour but de prouver que le Lyonnais était administrateur de fait depuis 1991 de la SASEA, une société holding dirigée et contrôlée par Florio Fiorini, en faillite depuis le 30 octobre 1992. Il s'agit ni plus ni moins de la plus importante banque-routte de l'histoire financière helvétique, et le Crédit lyonnais ressemble de plus en plus au bouc émissaire d'un désastre de 5 milliards de francs suisses.

était administrateur de fait de la SASEA. Selon l'avocat de M. Fiorini, le Crédit lyonnais, en accordant à ce moment-là son soutien à la SASEA, aurait convaincu ses dirigeants de ne pas déposer le bilan. Il serait alors devenu l'administrateur de fait du holding, en le maintenant en survie artificielle, pour ménager notamment ses intérêts dans la MGM, récupérée outre-Atlantique après une farouche bataille contre M. Parretti.

de nos envoyés spéciaux

Pour la justice suisse, le Crédit lyonnais semble être devenu l'acteur central d'une faillite dont il est pourtant la principale victime. Les engagements de la banque française dans la SASEA et la nébulose de plus de 300 filiales et sous-filiales du groupe se montent, au 31 décembre 1992, à 8,4 milliards de francs, dont 6,2 milliards étaient couverts par des provisions. Le juge d'instruction Jean-Louis Crochet n'en a pas moins perquisitionné dans les archives du Lyonnais, fait « un certain nombre de photocopies », entendu François Gilles, directeur général de la banque nationale, et Jean-Yves Haberer, son président. Cette commission rogatoire — une première dans l'histoire du Lyonnais — est l'aboutissement d'une bataille juridique qui se déroule pour l'instant entièrement en déclin de la banque.

Alors qu'elle se plaint d'être la victime d'une escroquerie de grande envergure, qui laisse un passif apparent d'au moins 5 milliards de francs suisses (1) — et dont plus de 2,7 et 3 milliards de francs suisses de créances réellement valides — elle est aujourd'hui sur la défensive. Il lui faut faire face à un redoutable tandem, celui de Florio Fiorini, emprisonné pour banque-routte simple — ce qui en fait tout au plus l'équivalent d'un restaurateur mauvais gestionnaire — et de son avocat, M. Bonnant, ancien bâtonnier et l'un des meilleurs juristes du barreau de Genève, enthousiaste à l'idée de faire mordre la poussière à une institution française. Toute l'action de Florio Fiorini et de M. Bonnant consiste à convaincre le juge Crochet que, depuis avril 1991, le Crédit lyonnais

Bouc émissaire facile, soluble et étranger

Une argumentation reprise par les cinq administrateurs de la SASEA, aujourd'hui inculpés, qui peuvent ainsi se défausser de leur éventuelle responsabilité sur un bouc émissaire facile, soluble et étranger, le Lyonnais. On trouve d'ailleurs parmi les anciens dirigeants de la SASEA des personnalités de premier plan de l'établissement suisse. Rodolphe Rossi, le dernier président de la SASEA, est le mari de l'ancien maire de Genève et président du Parti libéral genevois — majoritaire. Madeleine Rossi, jusqu'en 1990, le président du holding à même été Nello Celio, ancien président de la Confédération helvétique, qui n'est pas inculpé.

La relative discrétion en Suisse autour de la plus grande faillite financière de son histoire ne manque pas d'étonner. Car en face des milliards de francs suisses de créances, la SASEA ne possédait plus, au moment de sa faillite, que 10 millions de francs suisses de fonds propres. On peut également s'interroger sur l'attitude de la justice suisse, qui semble ne pas particulièrement s'ingénier de la destituer des 5 milliards de francs suisses qu'elle a fait passer à son porteur. Comme l'explique un expert

Une brusque dégradation aux causes multiples

Le franc montre des signes de faiblesse

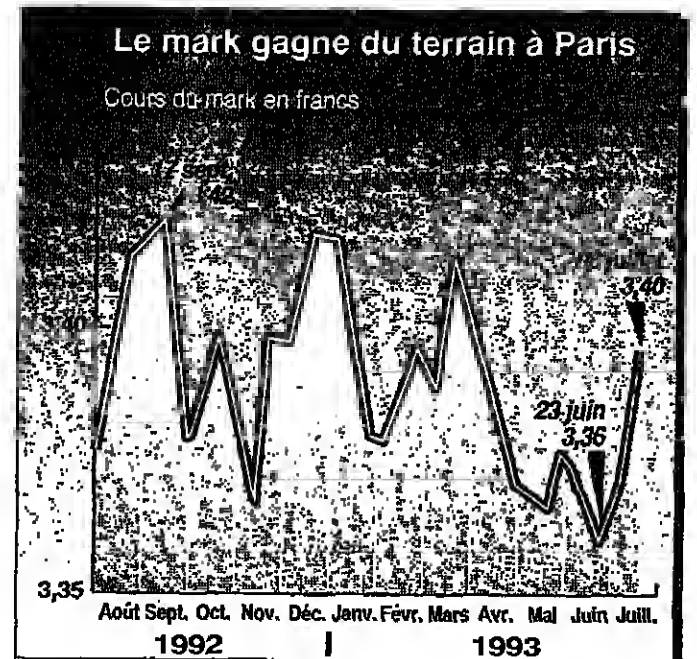
La tenue du franc français vis-à-vis du mark s'est brusquement dégradée pendant la journée du jeudi 8 juillet, le cours de la devise allemande s'élevant brutalement d'un peu plus de 3,38 francs à près de 3,40. La Banque de France serait intervenue pour défendre sa monnaie. Les causes de cet accès de faiblesse soudaine sont multiples.

Sur un plan purement technique on notait, depuis une dizaine de jours, de très grosses ventes bénéficiaires d'opérations d'Etat français acquies depuis le début de l'année par des investisseurs étrangers, notamment de Londres, qui anticipaient avec raison soit la poursuite de la baisse des taux à long terme à Paris, soit une descente rapide de taux à

l'écart entre les taux à long terme à Paris et à Francfort revenant à plus d'un point en début d'année à presque rien aujourd'hui. Du coup, ces investisseurs étrangers ont revendu massivement les titres acquis auparavant à des cours moins élevés, pour se reporter sur des emprunts d'Etat dotés d'un rendement plus rémunérateur, espagnol, italien et même britannique, ce qui a entraîné de fortes cessions de francs sur les marchés des changes.

Recession et rumeurs

Sur le plan psychologique, l'annonce par l'INSEE de l'aggravation de la récession en France a fait craindre à ces mêmes étrangers qu'un élargissement éventuel du déficit budgétaire n'oblige le Trésor français à émettre davantage d'emprunts pour



court terme anormalement élevés. Depuis les élections législatives et surtout dans la première quinzaine de juin, ces anticipations se sont concrétisées, et même au-delà, les taux à court terme français tombent en dessous des taux allemands et

le combler, créant par là même davantage de papier. Enfin, des rumeurs de sortie du franc du système monétaire européen (SME), que l'on croit remises au placard après les élections législatives, sont ressorties à Londres jeudi : certains acteurs anglo-saxons n'ont pas encore renoncé à spéculer sur une telle sortie, même s'ils se sont sévèrement fait fustiger pendant les premiers mois de cette année. Sans doute M. Balladur a pu, légitimement, qualifier ces rumeurs de « bouffonneries » et la nervosité des opérateurs sur les marchés des changes est-elle excessive. Mais le fait que des dirigeants allemands aient déclaré, jeudi, que la Bundesbank n'avait pas besoin d'intervenir dans l'immédiat pour soutenir le franc, a peut-être inquiété.

Il n'en reste pas moins que la brutalité de cet accès de faiblesse sans réelle gravité est un peu préoccupante. Surtout, elle rend un peu « légers » les propos triomphalistes du ministre de l'Economie, M. Alphan-Béry, qui, tout récemment, mettait en avant la force du franc, « au moins aussi fort dans le système monétaire européen que le mark ». De tels propos ont agacé les milieux financiers internationaux qui ont trouvé que M. Alphan-Béry parlait trop du franc et de la baisse des taux d'intérêt.

A Paris, ces derniers ont amorcé une légère remontée sur le court terme, ce qui constitue un petit avertissement : la bonne santé du franc est de trop fraîche date pour que l'on puisse se réjouir trop ouvertement. Il y a trois semaines, le cours du mark à Paris, redescendu des 3,40 francs ou plus d'avant les élections législatives à moins de 3,36 francs, paraissait se diriger tout à fait sûrement vers son cours pivot de 3,3538 francs, et même en dessous — pour quoi ? Aujourd'hui, il a rebondi à toute allure le chemin inverse. De quoi rendre modeste, même si on peut rester confiant.

FRANÇOIS RENARD

L'opinion des Français sur la situation économique générale se dégrade, selon l'INSEE. Les Français jugent toujours le climat économique défavorable, selon l'enquête de conjoncture de l'INSEE, réalisée entre le 14 avril et le 11 mai auprès de 7 441 ménages. Les ménages étaient cependant globalement un peu moins pessimistes en mai qu'en novembre en ce qui concerne l'évolution future du chômage et du niveau de vie : 46 % d'entre eux redoutaient en mai une détérioration du niveau de vie dans les prochains mois contre 55 % lors de l'enquête de novembre. Ce retournement était spécialement marqué chez les travailleurs indépendants, les agriculteurs et les inactifs, les salariés étant pour leur part plus nombreux à anticiper une nouvelle détérioration de leur niveau de vie.

Propos recueillis par VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Un entretien avec André Rossinot

« Il faut une politique permanente de redéploiement des effectifs » nous déclare le ministre de la fonction publique

A la veille du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), lundi 12 juillet à Mende (Lozère), André Rossinot, ministre de la fonction publique, définit, dans un entretien au Monde, comment les services publics peuvent contribuer à la politique d'aménagement du territoire.

« Vous avez affirmé vouloir mobiliser davantage l'administration au service de l'aménagement du territoire, et notamment des zones défavorisées telles que les banlieues ou encore les zones rurales fragiles. Comment comptez-vous vous y prendre ?

— Il faut d'abord, sur le plan des principes, retrouver une cohérence absolue dans les rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales. Si nous avons en France une décentralisation relativement importante, nous avons encore beaucoup de retard en matière de déconcentration des pouvoirs publics de l'Etat. Le gouvernement, qui souhaite rapprocher très fortement avec une politique d'aménagement du territoire, doit donc saisir cette opportunité pour faire coïncider décentralisation et déconcentration.

« Nous devons parallèlement déterminer le rôle et la place de la fonction publique d'Etat par rapport à la société française dans une situation durablement difficile. Il y a urgence, car la notion d'Etat républicain prend encore plus de signification au vu du risque d'exclusion et de la nécessité de faire de gros efforts d'intégration et de solidarité de proximité. Mobiliser tous les fonctionnaires au service de cette démarche sociale sous-tend une grande capacité d'accueil, d'écoute et de compétence des services publics, que ce soit en zone urbaine ou rurale. Nous avons demandé aux différents ministères de mettre l'accent sur la formation des agents qui sont au contact des usagers.

« Il convient aussi d'ouvrir le dialogue avec les maires, les prési-

dents de conseils généraux et régionaux, les organismes sociaux afin de constituer ce front commun de l'accueil.

— Cette mobilisation des services publics ne sera-t-elle pas freinée par la suppression envisagée de 30 000 emplois en 1994 ?

— Il n'y aura pas de suppressions envisagées. Au-delà de la lettre de cadrage du premier ministre [prévoyant la suppression de 1,5 % des fonctionnaires en 1994], il s'agit de voir lors des arbitrages budgétaires en septembre, comment concilier une bonne couverture des services par les agents, d'une part, et les contraintes des finances publiques, d'autre part, de son renouvellement des départs en retraite, ce n'est pas toujours facile à mesurer, mais il faut mettre les fonctionnaires là où le pays en ressent l'impérieuse nécessité. Cela suppose une politique permanente d'évaluation, d'adaptation, de redéploiement des effectifs voire d'embauche dans certains ministères.

Une démarche contractuelle

— Le gouvernement souhaite pérenniser la politique d'implantation des services publics partiels en province. Comment améliorer la cohérence dans le choix des villes d'accueil et éviter le saupoudrage jusqu'à présent pratiqué ?

— J'ai violemment critiqué ce saupoudrage quand j'étais dans l'opposition. Sur la quarantaine de villes d'accueil de services déjà délocalisés, il y en avait trente-huit qui appartenaient à la mouvance socialiste et communiste. Pour que cette politique ne se résume pas à ce saupoudrage, les préfets de région vont être invités à détecter d'ici à l'automne les pôles de compétence de chaque région, susceptibles d'être confortés par l'apport d'un élément nouveau. De la

même façon, nous allons expertiser toutes les filières ministérielles afin de rechercher cette cohérence territoriale et bâtir une démarche contractuelle visant à l'intérêt général. Cette procédure aura le mérite de fixer un certain nombre de critères d'accueil et de valorisation des services. C'est cela un aménagement du territoire au service de l'intérêt général et de l'intérêt local.

« Mes collègues Charles Pasqua et Daniel Hoeffel vont parallèlement lancer un grand débat politique et décentraliser sur l'aménagement du territoire, dans les régions, avec les collectivités locales, les organismes de planification et les organismes socioprofessionnels. J'attache, pour ma part, un prix considérable à la qualité de ce dialogue social décentralisé. Il s'agira d'aboutir à une gouvernance partagée et au Parlement de fixer dans un texte législatif, examiné lors de la session de printemps 1994, la méthode et les objectifs assignés à nos régions, à notre pays et, au-delà, à l'Europe en terme d'aménagement du territoire.

« A partir du moment où ce grand enjeu politique et civique devient public, transparent, on sort du cadre étroit d'un CIAT qui décide au cas par cas, brutalement, sans préparation, un certain nombre de délocalisations, comme ce fut le cas sous Edith Cresson. C'est une autre méthode de gouvernement, et c'est la meilleure garantie en terme d'équité et de responsabilité.

— Les collectivités locales se plaignent de la difficulté de nouer des relations efficaces avec les services publics. Comment améliorer l'efficacité de l'Etat sur le terrain ?

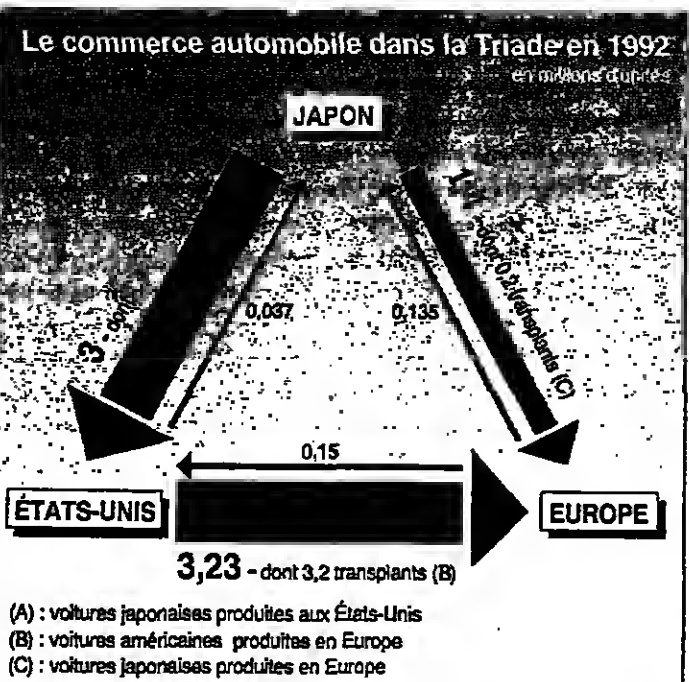
— Sur les grands projets, le débat va se nouer entre l'Etat et les régions à travers les contrats de plan. Le CIAT va indiquer un certain nombre d'orientations, de niveau de soutien de l'Etat aux régions françaises. Mais il appartient aussi à l'Etat de faire des efforts pour donner une plus grande lisibilité à sa présence

ÉCONOMIE

et les discussions sur le GATT

Le commerce mondial désorienté

V. - Automobile : la pieuvre japonaise



Des implantations industrielles aux quatre coins du globe permettent désormais aux constructeurs japonais de se faire des légions protectionnistes. Après les États-Unis et l'Europe, ils attaquent maintenant l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Sud, rares marchés automobiles dont on peut espérer une forte croissance.

Les Américains guettent pu s'estimer heureux. En 1992, leurs exportations automobiles vers le Japon se sont écroulées de 23 %, alors que, dans un marché en récession, les importations japonaises ont augmenté globalement de 8 %. La nouvelle n'est pourtant pas faite pour les japonais. Et pour cause. L'industrie américaine n'avait guère de quoi se plaindre. Car c'est aux japonais eux-mêmes qu'ils doivent cette « performance ». Ou plus exactement à Honda Motors, filiale américaine du constructeur japonais, dont les exportations vers la mère patrie se sont intensifiées en 1992, au point de représenter la moitié des exportations américaines vers le Japon. Honda est de fait devenue la première marque importée, dans l'archipel, devant l'allemand BMW qui détenait le titre.

Certes les chiffres en jeu sont extrêmement faibles : 37 000 véhicules fabriqués aux États-Unis ont été exportés vers le Japon en 1992. Mais l'« exploit » de Honda est significatif du caractère réellement mondial de l'industrie automobile japonaise, qui préfère désormais délocaliser aux États-Unis la fabrication de certains modèles pour ses propres besoins. Ni les industries américaines ni les européennes ne peuvent prétendre avoir atteint une telle dimension planétaire.

Après avoir acquis leur force sur un marché intérieur très protégé, les constructeurs japonais ont exporté près de 3,7 millions de voitures en 1992, soit près de 53 % de leur production. En outre, leurs usines implantées aux États-Unis,

en Europe, en Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud leur permettent de se faire des légions protectionnistes en tout genre. En 1992, les usines « américaines » des constructeurs japonais ont produit 1,4 million de véhicules, soit presque autant que de voitures importées du Japon. La part de marché japonaise sur le marché automobile américain atteignait ainsi 36 %, contre 0,5 % pour les américaines au Japon.

En Europe, la situation est très légèrement meilleure grâce aux constructeurs allemands (Volkswagen, Mercedes et BMW). Sans être glorieuse pour autant. En 1992, les Japonais ont exporté 1,2 million de voitures vers les pays de la CEE. Et leurs usines « transplants » ont produit environ 250 000 voitures localement (en Grande-Bretagne). Ils détiennent ainsi près de 11 % du marché européen. A l'inverse les Européens ont exporté 135 000 voitures (dont 70 % en provenance d'Allemagne), ce qui leur a permis de « prendre » 3,5 % du marché automobile japonais. Résultat : un quart du déficit commercial entre la CEE et le Japon est dû à l'automobile.

L'échec européen

Quasiment absents du Japon, les Européens le sont aussi des États-Unis. À l'exception, encore une fois, des trois constructeurs allemands. En 1992, avec 150 000 voitures exportées vers les États-Unis (dont 70 % en provenance d'Allemagne), les Européens n'ont couvert que 4,5 % du marché américain. A l'inverse, les exportations américaines vers l'Europe sont extrêmement faibles (30 000 voitures), même si les constructeurs américains (Ford et General Motors essentiellement) ont une forte présence en Europe, par le biais de leurs transplants. Ces deux constructeurs ont importé 3,2 millions de voitures sur le

Vieux Continent en 1992. A eux deux, ils détiennent donc 24 % du marché européen. Aujourd'hui les Européens, exception faite des Allemands, exportent peu en dehors de leur zone. Le Japon leur était barré, et ils n'ont pas su ou pu saisir l'occasion de pénétrer le marché américain comme l'ont fait les japonais. Peut-être les efforts nécessaires pour exporter au sein même de l'Europe expliquent-ils en partie cet échec.

Les Américains, eux aussi exclus du marché japonais, peuvent en revanche se targuer d'une importante présence en Europe. Ford commença à y exporter des voitures dès la naissance de la firme en 1903 (1). Il démarra sa première unité industrielle en Angleterre en 1911. General Motors ouvrit sa première usine européenne en 1923, à Copenhague, et consolida rapidement sa position sur le Vieux Continent en achetant l'anglais Vauxhall en 1925, puis l'allemand Opel en 1929.

Ironie du sort, ce sont les Européens qui souffrent aujourd'hui des barrières protectionnistes américaines. Les trois principales sont les taxes dites CAFE (Corporate Average Fuel Economy Law) et gas guzzler sur la consommation d'essence, ainsi que la taxe spéciale sur les voitures de luxe. Elles sont définies de telle sorte que près de 90 % de leur montant a été perçu sur des voitures européennes.

Les Américains ont en revanche, très mal défendu leur marché intérieur contre les constructeurs japonais. Pour pénétrer le marché japonais, ils ont commencé par prendre, dans les années 70, des mesures contre les firmes japonaises : Ford chez Mazda, General Motors chez Isuzu et Chrysler chez Mitsubishi (le Monde du 17 mars 1992). Mais cette stratégie qui fit leur force en Europe, s'est complé-

tement retournée contre eux au Japon. Dix ans plus tard, l'ouverture de leur territoire aux investissements automobiles japonais, dont ils estimaient pouvoir tirer une meilleure connaissance des pratiques organisationnelles japonaises, ne fit qu'empirer la situation.

Pour éviter de se retrouver dans le même état, les Français, les Italiens, les Espagnols et les Portugais avaient négocié bilatéralement des quotas avec le Japon. En France, les importations de voitures japonaises ne devaient ainsi pas dépasser 3 % du marché. Les Allemands, exportateurs vers le Japon, avaient été moins rigoureux. Un accord, non officiel, limitait la pénétration japonaise à 15 % environ. En revanche, les pays non producteurs se montrèrent très accueillants : comme l'Irlande (42 % de pénétration), la Danemark ou la Grèce.

Comme un damier de jeu de go

Pour éviter que l'avènement du marché unique ne produise un raz de marée sur les marchés européens protégés, un accord fut négocié le 31 juillet 1991 entre la CEE et le Japon. En vertu de cet accord, l'ouverture est progressive, et ne sera totale qu'à la fin de la décennie. Mais cet accord pourra être facilement contourné. Les Japonais estiment en effet qu'il ne concerne que les voitures japonaises fabriquées au Japon. Les Nissan, Toyota et Honda britanniques, et bientôt les Mitsubishi hollandaises, entre autres, ne sont donc pas concernées.

Et ce n'est pas fini. Attaqués sur leur marché intérieur, les Américains et les Européens vont maintenant devoir se battre avec les Japo-

nais pour prendre place sur les deux rares marchés en croissance : l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Sud. « Longtemps absents du marché sud-américain pour des raisons historiques, réglementaires et économiques, les constructeurs japonais semblent désormais mener une offensive dans l'ensemble de la zone », constate Christian Mary, du Comité des constructeurs français d'automobiles. Chiffres à l'appui. La pénétration japonaise en Amérique du Sud est passée de 8,1 % en 1988 à 10,5 % en 1990. L'ouverture timide des frontières, l'affaiblissement des constructeurs européens et nord-américains expliquent en partie ce phénomène. Mais aussi « la qualité de l'offre japonaise dans le domaine des tout-terrain et des pick-up, véhicules qui répondent bien aux besoins de motorisation de la région ».

Pour attaquer l'Asie du Sud-Est, les japonais ont en outre un avantage géographique. Leur présence y est très importante et devrait s'accroître rapidement. « La plupart des constructeurs automobiles japonais accélèrent leur présence dans la région, maintenant que les possibilités d'expansion sont bloquées en Amérique du Nord et en Europe. peut-on lire dans la revue américaine spécialisée Automotive News. Nissan, qui révisait actuellement ses dépenses dans tous les domaines, ne touchera pas aux budgets asiatiques. » Selon une étude réalisée par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), Toyota détient déjà un tiers du marché automobile des pays de l'ASEAN.

Certes, chaque pays a sa propre réglementation. Mais le Japon a su en tirer parti. La Malaisie a décidé de construire une voiture nationale, la Proton. Mitsubishi s'en est chargé et a même développé un modèle avec volant à gauche pour l'exportation. En Thaïlande, pays ouvert, les japonais ont 95 % du marché. Au Vietnam, jusqu'à présent fermé, plus de deux cents baits fontonnaires et industriels locaux attendaient avec impatience en février dernier la publication d'un « plan pour une industrie automobile dans la République socialiste du Vietnam » réalisé par... Mitsubishi. Selon Automotive News, ce plan suggère la mise en place d'un réseau de constructeurs et de fournisseurs... japonais. Mieux : avant que ces usines ne deviennent opérationnelles, il préconise la vente de voitures... japonaises d'occasion !

A l'instar du Japon, la Corée a fermement protégé son marché pour développer sa propre industrie. Outre les taxes pesant sur les importations et les difficultés d'homologation, les barrières sont souvent plus sournoises. Tout acheteur d'une voiture étrangère doit s'attendre à la visite d'un inspecteur du fisc, par exemple. Mais le japonais Mazda s'est allié avec le coréen Kia, et Mitsubishi avec Hyundai.

A Taiwan, fermée aux importations japonaises, Toyota, Honda, Nissan et Daihatsu totalisent néanmoins près de 40 % de part de

le marché grâce à des alliances avec des industriels locaux. Seule la Chine est pour l'instant relativement à l'abri des japonais. Trois constructeurs européens (Volkswagen, Citroën et Peugeot) assurent 70 % de la production.

Comme sur un damier de jeu de go, d'Est en Ouest, les constructeurs automobiles japonais ont donc agrandi leur territoire. Certes la protection de leur marché explique en partie cette prédominance. Avant que la crise ne se vienne, elle leur a permis de pratiquer des prix élevés, et donc de dégager des marges confortables pour se développer à l'exportation, quitte à y vendre à perte. Une Nissan Primera coûtait 25 000 francs de moins en Europe qu'au Japon. En 1991, selon l'Institut de stratégie économique de Washington, les sept principaux constructeurs japonais ont réalisé un profit de 8,5 milliards de dollars au Japon, pendant qu'ils perdaient 1,4 milliard de dollars en Europe et 3,6 milliards de dollars en Amérique du Nord.

Mais le protectionnisme n'explique pas tout. On peut par exemple s'interroger sur le rattrage des Européens outre-Atlantique. Manque de moyens certes, mais aussi, sans doute, incapacité ou défaillance structurelle - chez Peugeot, la direction chargée des exportations en dehors de l'Europe ou de l'Amérique du Nord appelle la direction des affaires outre-mer -, ou encore manque de vision à long terme. Comparativement la qualité du marketing des constructeurs japonais est impressionnante. Elle leur permet d'être présents au bon moment, avec le bon produit, et au juste prix dans chacun des pays visés. Aux États-Unis avec des automobiles de bonne qualité, peu gourmandes en carburant ou l'endurance du choc pétrolier. En Asie et en Amérique latine aujourd'hui avec des pick-up et des 4x4.

A l'aube de l'an 2000, quand le marché européen sera totalement ouvert aux constructeurs nippons, on pourra même se demander si les quotas européens n'auront pas finalement servi les japonais. Ils ne pouvaient de toute façon se battre sur tous les fronts à la fois. Ce qu'ils n'auront pu faire en Europe, ils l'auront réalisé dans d'autres pays en plus fort développement. Ils auront été stimulés dans leurs investissements sur le Vieux Continent, ce qui les place dans une situation moins enviable que s'ils avaient poursuivi une politique d'exportation directe. Enfin, en se faisant attendre, ils ne s'en seront peut-être fait que plus désirer de leurs futurs clients...

ANNIE KAHN

(1) Les Métamorphoses de la Ford Motor Company. Rapport de recherche dirigé par Yankel Leung, Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, université de Bordeaux.

Prochain article :
Textile et habillement : la grande peur de l'Asie par Pierre-Angel Gay

Loi et la croissance

Marché protégé ? Que non ! Les Japonais se targuent périodiquement d'être la seule à ne percevoir aucun droit de douane sur les automobiles importées. Et ils ont raison. Ce n'est pas le cas des pays de la Communauté, qui perçoivent une taxe de 10 %, ou des États-Unis (2,5 %).

Et pourtant le marché nippon est très difficile à pénétrer. Les barrières sont administratives et structurelles (1). Les procédures d'homologation et leur contrôle sont longues et coûteuses. Certaines normes (sur les phares et les rétroviseurs par exemple) sont exigées qui nécessitent des développements spécifiques rattrapant de ce fait le prix du

véhicule. De plus, la protection des droits de propriété industrielle étant insuffisante, certaines sociétés, pour éviter de se faire déposséder, hésitent à se lancer sur le marché japonais.

Ajoutons que les réseaux de distribution sont verrouillés par les constructeurs japonais, que la mise en place d'un réseau propre est très coûteuse, que le prix des terrains est exorbitant et que le recrutement à vie des firmes japonaises rend très difficile l'embauche de personnel...

A. K.

(1) Ces informations sont tirées d'un article beaucoup plus détaillé publié dans le journal de l'ACEA The European Automobile, avril 1993.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie
« Le Monde »
12, r. M.-Gautsbourg
94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Télax : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Télax : 281.311 F

ABONNEMENTS
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SEULS-RELO. PAYS-BAS	AUTRES PAYS étrangers
1 an	526 F	572 F	790 F
6 mois	1 028 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	1 999 F	1 996 F	2 990 F

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$12 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at New York, NY, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, Box 1511, Clarks Summit, NJ 07066-1511.

For the subscription service in USA:
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1130 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach, VA 23461 - 293 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Je soussigné(e) reconnais l'obligation d'écrire tous les numéros propres en capitales d'imprimerie.
301 MQN 01 PP.Pans RP

Le Monde ROSSIERS & DOCUMENTS

Juillet-août 1993
Numéro spécial

Les conflits du Proche-Orient

Israéliens et Palestiniens ont commencé de négocier fin octobre 1991 à Madrid. Ces pourparlers, qui ont le mérite d'exister après quarante-trois ans de froid glaciaire, entraînent en longueur. L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 suivie par la guerre du Golfe ont compliqué davantage encore la situation au Proche-Orient. Saddam Hussein, toujours au pouvoir à Bagdad, continue de défier l'ONU. Le Liban, où les armes se sont tuées, traverse une grave crise économique. De nombreux problèmes demeurent sans solution : l'exode des populations ou la répartition des richesses du sous-sol.

Au sommaire des *clés de l'Info* : la nouvelle vague de privatisations, dix années de pouvoir socialiste en Espagne, les élections au Cambodge, les interminables négociations du GATT, la crise au Japon, la révision de la Constitution française, la correction des variations saisonnières, le prix du bac, les supercoupes de football.

En vente chez votre marchand de journaux - 17 F

ARCHÉS FINANCIERS

Taux d'intérêt des Euromonnaies

Courant	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Libra	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%
Mark	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%
Franc	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%
Yen	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%
Dollar	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%

Taux d'intérêt des obligations

Courant	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Libra	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%
Mark	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%
Franc	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%
Yen	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%
Dollar	4,10%	4,20%	4,30%	4,40%

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,28 % (1985,82)

Comptant (sélection)

VALEURS	% du vol.	% de cotation	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations					
Emp. État 5,75 %	180	9,718	Emp. Bessin Vichy	3110	3110
Emp. État 10,50 %	184,35	9,113	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53	1,342	Ed. de Paris	280	278
Emp. État 10,50 %	182,53				

Marché des Changes					Marché libre de l'or				LA BOURSE SUR MINTEL		Matif (Marché à terme international de France) 8 juillet 1993						
Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 08/97	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 08/97	36-15 TAPEZ LE MONDE	PUBLICITÉ FINANCIÈRE ☎ 42-62-72-57	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 159 979				CAC 40 A TERME Volume : 10 470			
			achat	vente						Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Juillet 93	Août 93	Sept. 93
Unité (1 unit)	5,7445	5,7280		5,50	Or fin (1kg en barre)	72800	73300										
Yen	6,6210	6,5850			Or fin (en lingot)	73650	73750										
Belgique (100 dm)	338,1500	332,8500	327	347	Napoléon 207	425	423										
Belgique (100 franc)	16,4295	16,4795	15,90	16,90	Pièce Fr 10	340	372										
Pays-Bas (100 fl)	300,8700	301,9600	250	370	Pièce Suisse 20 fr	420	423										
Italie (100 lire)	3,7265	3,7945	3,30	4	Pièce Latine 20 fr	420	420										
France (100 franc)	68,0100	68,0500	64	84	Soudan	2840	594										
France (1 franc)	6,2450	6,2520	7,30	8,05	Pièce 10 dollars	2840	2840										
Allemagne (1 M)	8,0455	8,0455	8,30	9,10	Pièce 10 dollars	1460	1390										
Suisse (100 francs)	2,4800	2,4850	2,89	-3,09	Pièce 5 dollars	660	760										
Suisse (100 franc)	381,1500	382,3500	368	368	Pièce 25 pesos	272	270										
Belgique (100 franc)	72,4000	72,1200	76	76	Pièce 10 dollars	468	440										
Belgique (100 franc)	79,8100	79,6700	76	84													
Unité (100 sch)	48,0430	48,2280	48,40	48,40													
Yen	4,4230	4,4250	4,15	4,75													
Belgique (100 franc)	3,5500	3,5550	3,20	4,75													
France (100 franc)	4,7320	4,7304	4,25	4,70													
Yen	3,5452	3,5324	5,18	5,43													
RÈGLEMENT MENSUEL (1)					ABREVIATIONS					SYMBOLES							
Lundi : Pourcentage de variation 31/72 Mardi : Montant du coupon					S = Bordeaux Li = Lille					1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur affligée au PEA							
Mercredi : Date paiement dernier coupon Jeudi : Montant du coupon					Lv = Lyon M = Marseille					■ coupon détaché - ♦ doit détacher - ♡ cours du jour - ♣ cours précédent							
Vendredi : Quotité de négociation					Ny = Nancy Ns = Nantes					o = offert - d = demandé - / offre réduite - / demande réduite - # contrat d'animation							

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Palmarès

AVANT que meure dans les sables le souvenir d'une saison de télévision, avant que l'on replonge, incrédule, pour quelques semaines, dans le parfum, le silence et les musiques de la vie en relief, avant de retrouver avec le silence des soirs tombants une familiarité oubliée; avant, en un mot, d'éteindre son poste, d'attendre soudainement les yeux les images des mois passés, il est de corrélatifs et de pathétiques, d'insistantes et de fugitives. Toutes nous ont tiré l'œil, un instant, un soir, une semaine, une année. Certaines se sont imposées avec opacité. D'autres, que l'on eût aimé retenir, se sont évaporées aussitôt qu'apparues. Toutes, aujourd'hui, se mélangent et bien qu'on ne les distingue plus. Voici, avant de les oublier avec volupté, un petit palmarès incomplet de ceux qui ont occupé, depuis la dernière rentrée, notre espace imaginaire.

Palme du fanabulisme quotidien et de la course d'obstacles, à PPOA.

Palme de la randonnée pédestre dans la cour de l'hôtel Marnon et sur les trottoirs de la rue de Varenne, à Edouard Balaud.

Palme de l'inétré, à Miss Sanjevo.

Palme de la divination, aux psychiâtres. Ceux du suicide de

Pierre Bérégovoy - « un suicide est toujours un mystère, mais on peut penser que... », ceux de la prise d'otages de Neuilly - « que se passe-t-il dans la tête des enfants à cet instant précis? »

Palme du mérite conjugal, ex aequo à Grice Lelonde et Antoine Waschter, Simone Vail et Charles Pasqua, Jacques Chirac et Edouard Balladur.

Palme de la distraction fâcheuse, à Patrick Sabatier.

Palme de la promotion du chabichou, à Ségolène Royal.

Palme de la haute stratégie lacrymale, ex aequo à Jacques Pradel et Jean-Pierre Foucault.

Palme sans rire, au général Morillon.

Palme de l'ailleurs absolu, à ARTE.

Palme de la discrétion télévisuelle, aux trois millions de chômeurs.

Palme de guerre, avec brachée d'argent, à Michel Sardou (prêt à malmener tous les Serbes dissimulés dans le studio de « 7 sur 7 »).

Palme de la lucidité tardive, à Guillemette Durend, qui interromp « Durend la nuit ». « On vient de s'expliquer avec Patrick Le Lay et Étienne Mougeotte, et nous sommes tombés d'accord pour ne plus produire ce type de talk-show un peu dérangeant (déclaration au Figaro) ».

Etc, etc.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; a On peut voir ; e a Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 9 juillet

TF 1	ARTE
20.45 Faillite : Les Grands Marées. De Jean Sagola (1 ^{er} épisode). Le grand feuilleton de l'été de la Une.	20.40 La Roue . Portrait de Brian Holm.
22.30 Magazine : Coucou, c'est nous !	20.45 Magazine : Transist. Les naufrages de l'Adriatique. Interview d'Emmanuel Kader.
23.55 Sport : Pétaque Mondial de Marseille.	21.40 Magazine : Mécadern. Avignon 93.
0.35 Journal et Météo .	22.10 Théâtre : Pour un oui pour un non. Pièce de Nathalie Sarraute, mise en scène de Jacques Doillon. Deux amis qui ne se sont pas vus depuis longtemps se retrouvent.
0.45 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.	23.10 Documentaire : Françoise Mallet-Joris. De Jean-Marie Mersch et Jean-Marie Deconinck.
FRANCE 2	M 6
20.50 Série : Teggart.	20.35 Magazine : Capital. Les coulisses d'un hypermarché.
22.45 Documentaire : L'Encyclopédie audiovisuelle. 1. Einstein, de Michael Ritchie. Avec Richard Price, professeur à l'université de l'Utah; Thibault Demour, de l'Institut des hautes études scientifiques; Kip S. Thorne, de l'Université de Californie; David Mermin, de la Cornell University.	20.45 Série : Deux flics à Miami.
23.35 Journal et Météo .	22.35 Série : Mission impossible.
23.55 Variétés : Amine aux Folies Bergère.	23.35 Magazine : Les Enquêtes de Capital.
FRANCE 3	0.00
20.45 Magazine : Thalassa. L'été on ne meurt jamais. La vie dans l'île de Lundy, au large du canal de Bristol.	0.00 Magazine : Émotions. Informations : Six minutes première heure.
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Sello : la ville des monstres; Inds : Montreur d'ours; Canada : le bout du bout du monde.	0.40 Musique : Rapline.
22.40 Journal et Météo .	FRANCE-CULTURE
23.05 Feuilleton : Pavillons lointains. De Peter Duffel (2 ^e épisode).	20.30 Radio archives .
CANAL PLUS	21.32 Musique : Black end Blue. Le génie de Lester. Invité : Bernard Cerguignin, délégué général à la langue française.
20.35 Téléfilm : Un coupable idéal. De John Erman. Un militaire noir tente de faire la lumière sur la condamnation à mort de son jeune frère.	22.40 Les Nuits magnétiques . Ardèche : la conversation des choses. 4. Supplique pour un paysage.
22.05 Documentaire : Kand, le singe aux mille mots.	0.05 Ou jour au lendemain . Dans la bibliothèque de... Jean Roudaut.
22.65 Flash d'Informations .	0.50 Musique : Coda.
23.00 Cinéma : Le Seul Témoin. Film américain de Peter Hyams (1990).	FRANCE-MUSIQUE
0.35 Cinéma : Le Choix d'aimer. Film américain de Joel Schumacher (1991) (v.o.).	19.30 Soirée concert . A 20.30, concert donné le 6 mai au Théâtre des Champs-Élysées : Symphonie n° 5, extrême de Mahler; Sinfonías de Gerio, par l'Orchestre national de France et l'Electric Phoenix.
	23.00 Concert (donné le 27 septembre 1992 à Budapest) : Quatuor à cordes n° 2, de Kurko; Quatuor à cordes n° 4, de Bartok; Quatuor à cordes en fa majeur, de Ravel, par le Quatuor Kodaly.
	0.35 Steu nuit .

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Samedi 10 juillet

TF 1	FRANCE 2
13.15 Magazine : Reportages. Ces demoiselles du Crazy.	12.25 Jeu : Ombats.
13.55 Jeu : Millionnaire.	12.59 Journal et Météo .
14.15 Divers : Divertissement. Ciné gags (et à 17.30).	13.25 Documentaire : Rêves d'Afrique. De Daniel Bertolini et Catherine Vieu. 1. Au tournant des îles.
14.20 La Une est à vous .	14.20 Magazine : Animalia.
17.35 Magazine : Trente millions d'émis. Série : Chips.	14.55 Sport : Cyclisme. Tour de France : Pérone-Châlons-sur-Marne, 7 ^e étape (198 km).
18.05 Série : Beverly Hills.	18.55 Magazine : Vêlo club.
19.00 Série : Beverly Hills.	17.35 Série : Aéroport.
19.50 Tirage du Loto (à 20.30).	18.55 Sport : Le Journal du Tour (et à 0.50).
20.00 Journal , Essais de formule 1, Tiercé et Météo.	19.20 Jeu : Qui est le meilleur gosse plus (et à 4.15).
20.40 Variétés : Succès fous de l'été. Les refrains célèbres d'été et d'aujourd'hui.	20.00 Journal , L'image du Tour, Journal des courses et Météo.
22.25 Téléfilm : Zoom mortel. De Michael Delisse.	20.50 Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevran. Casino Dancing.
0.05 Sport : Grand Prix de Grands-Étangs, à Silverstone.	FRANCE 3
0.40 Sport : Pétaque Mondial de Marseille.	13.00 Série : Hercule Poirot. Un million de dollars de bons volants.
CANAL PLUS	TF 1
En clair jusqu'à 7.25	11.05 Série : Agence tous risques.
13.30 Téléfilm : Le Guerrier d'un homme. De Sergio Toledo.	11.58 Météo des plages.
15.00 Documentaire : Les Allumés. Le Tour du Faso, de Motandi Dioba.	12.00 Jeu : Millionnaire.
15.25 Spécial pub . Les meilleures pubs du monde (rediff.).	12.25 Jeu : La Juste Prix.
17.10 Les Superstars du catch .	12.50 Magazine : A vrai dire.
18.00 Canaille peluche .	12.55 Météo et Journal.
En clair jusqu'à 20.30	13.25 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc.
18.30 Série animée : Batman.	14.20 Sport : Formula 1 à la Une. Grand Prix de Grands-Étangs, en direct de Silverstone.
18.55 Série animée : Fish Police.	18.50 Divers : Disney gag.
19.15 Canaille peluche . Cobi.	18.55 Disney parade .
19.30 Flesh d'Informations .	18.05 Des millions de copains . Avec la série : Chips.
19.35 La Top .	19.05 Série : Quo d'enfer.
20.30 Téléfilm : Raison de vivre. L'histoire de Jill Ireland. De Michael Rhodes. Une mère lutte pour sauver son fils de la drogue.	20.00 Journal , Tiercé et Météo.
22.00 Sport : Pétaque. Éliminatoires du 3 ^e Trophée Canal Plus.	20.40 Cinéma : Chambre à part. Film français de Jacky Cudré (1989).
22.50 Flash d'Informations .	22.20 Magazine : Ciné dimanche.
23.00 Cinéma : Oemonic Toys. o	22.30 Cinéma : Le Voyou. Film français de Claude Lelouch (1970).
	0.35 Journal et Météo .
	0.40 Concert : Festival de Predas 1992. Secteur n° 2 et Quatuor pour piano op. 26, de Brahms.
	FRANCE 2
	11.00 Messe . Célébrée en l'église de Crépy-en-Valois (Oise).
	11.50 Série : La Colombe et le Serpent.
	12.00 Envois spécial (et à 2.55). Soigner sous hypnose (rediff.).
	12.59 Journal et Météo .
	13.20 Série : Mission casse-cou.
	14.15 Sport : Cyclisme. Tour de France : Châlons-sur-Marne-Verdun, 8 ^e étape (180 km).
	16.00 Magazine : Vêlo club.
	18.40 Variétés : Les Estivales de la Chance aux chansons.
	17.30 Magazine : Eureka J'ai tout faux. 3. La Ruée vers l'os.
	18.30 Magazine : Stade 2.
	19.30 Sport : Journal du Tour.
	20.00 Journal , L'image du Tour, Journal des courses et Météo.
	20.50 Cinéma : Etrange surveillance. Film américain de John Badham (1987).
	22.50 Cinéma : Le Jardinier d'Argenteuil. o

Dimanche 11 juillet

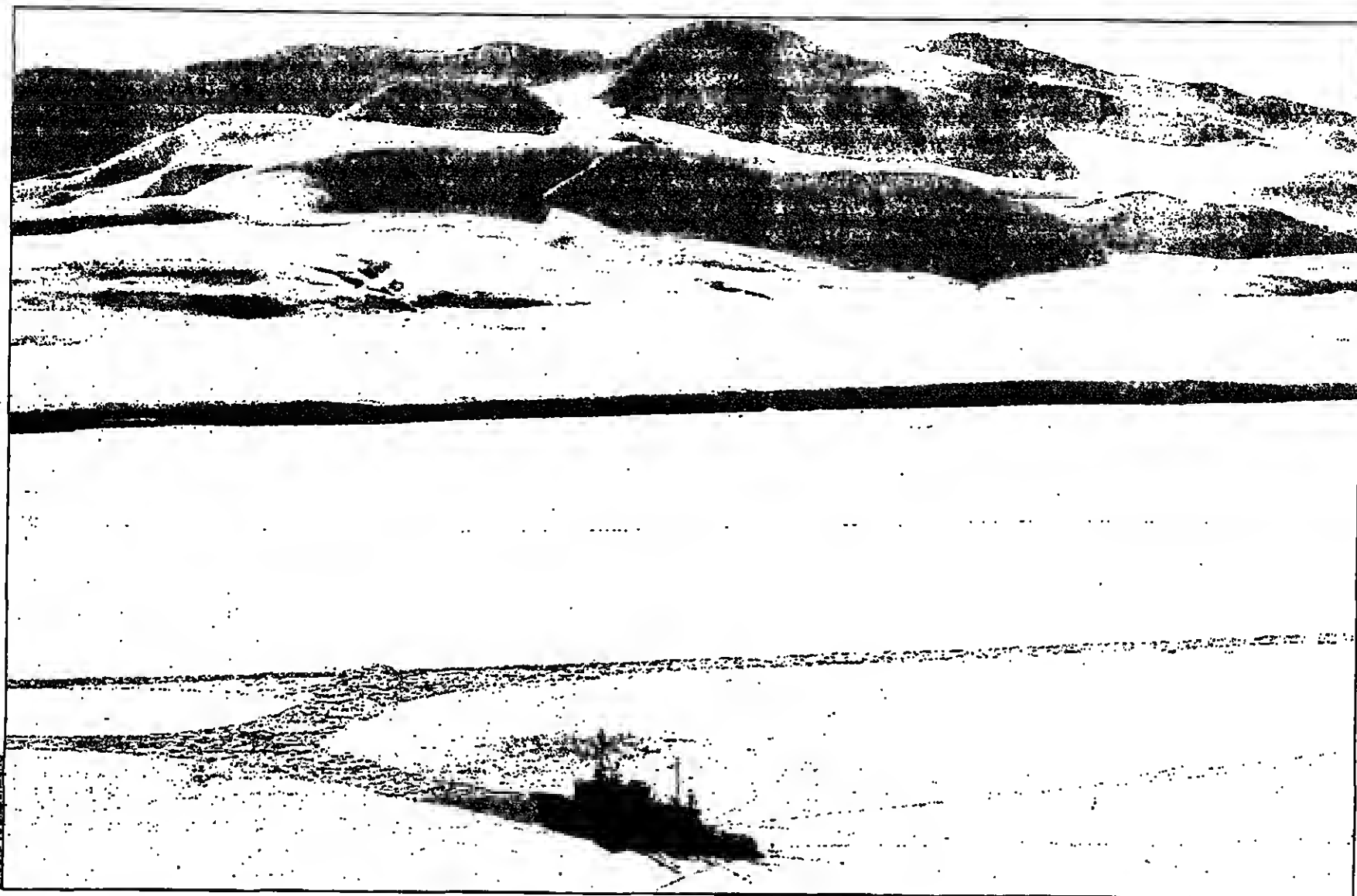
TF 1	FRANCE 3
0.15 Journal et Météo .	11.58 Flesh d'Informations .
0.35 Concert : Offrandes. De Varèse, par l'Ensemble InterContemporain.	12.03 Magazine : Autour du Tour. A Châlons-sur-Marne. Invité : Cobi.
FRANCE 3	12.45 Journal .
11.58 Flesh d'Informations .	13.00 Série : Desperado. Le chemin de fer ne passera pas, d'E.W. Swackhamer.
12.03 Magazine : Autour du Tour. A Châlons-sur-Marne. Invité : Cobi.	14.30 Série : Sanctuaires sauvages. La Grande Barrière de corail.
12.45 Journal .	15.25 Magazine : Génération sensation. Le parachutisme : la dérive; le 4 x 4.
13.00 Série : Desperado. Le chemin de fer ne passera pas, d'E.W. Swackhamer.	18.20 Variétés : Embarquement immédiat.
14.30 Série : Sanctuaires sauvages. La Grande Barrière de corail.	17.35 Ossin animé : Les Simpson.
15.25 Magazine : Génération sensation. Le parachutisme : la dérive; le 4 x 4.	18.00 Série : Hôtel de police.
18.20 Variétés : Embarquement immédiat.	19.00 Documentaire : L'été de 19.09 à 19.31, le journal de la région.
17.35 Ossin animé : Les Simpson.	20.05 Divers : Yacapa. Spectacle : Cirque.
18.00 Série : Hôtel de police.	20.45 Magazine : Montagne. Reportages : La planète virtuelle; Le long silence; La donation des signes; Cet été-là.
19.00 Documentaire : L'été de 19.09 à 19.31, le journal de la région.	22.45 Journal et Météo .
20.05 Divers : Yacapa. Spectacle : Cirque.	23.10 Magazine : Le Ovan.
20.45 Magazine : Montagne. Reportages : La planète virtuelle; Le long silence; La donation des signes; Cet été-là.	23.35 Cinéma : L'Évadé du bagne. Film français de Riccardo Freda (1947) (v.o.).
22.45 Journal et Météo .	CANAL PLUS
23.10 Magazine : Le Ovan.	10.55 Cinéma : Le Seul Témoin. Film américain de Peter Hyams (1990).
23.35 Cinéma : L'Évadé du bagne. Film français de Riccardo Freda (1947) (v.o.).	En clair jusqu'à 13.30
	12.30 Flash d'Informations .
	12.35 Le Journal du cinéma du mercredi.
	13.05 A la recherche de la plus belle fille du monde .
	13.30 Océode pas Bunny .
	14.25 Animaux superstars .
	14.30 Documentaire : Terminator. Dans la savane africaine avec les protéines, grands amateurs de l'animal.
	15.00 Téléfilm : Le Piège du désir. De Jerry London.
	16.30 Magazine :
	L'été du cyclone. Honneur et vengeance.
	17.05 Documentaire : Nouvelle-Guinée, dernière terre sauvage. De Neil Nightingale.
	18.00 Cinéma : Carrefour des innocents. Film américain de Hugh Hudson (1969).
	En clair jusqu'à 20.35
	19.50 Flash d'Informations .
	19.55 Ca cartoon .
	20.35 Cinéma : La Dernière Folie de Mel Brooks. Film américain de Mel Brooks (1976).
	22.00 Flesh d'Informations .
	22.05 Corrida .
	23.30 Cinéma : La Chair. Film italien de Marco Ferreri (1981) (v.o.).
	0.55 Cinéma : La Fille de Trieste. Film franco-italien de Pasquale Festa Campanile (1963) (v.o.).
	ARTE
	Sur le câble jusqu'à 19.00
	17.00 Téléfilm : Coblstein. De Charly Weller (rediff.).
	18.25 Documentaire : Portraits d'Alain Cavalier. L'illusionniste.
	19.00 Série : Histoires extraordinaires. Magazines : Mégamix. De Martin Meissonnier.
	20.30 0 1/2 Journal .
	20.40 La Roue (à 0.50). Portrait d'Andrew Hampton.
	20.45 Soirée thématique : Rêves de sable. Voyage dans le désert. Moyen métrage : Nuits d'Afrique. De Catherine Martin. Grâce à des lettres qui ne lui sont pas destinées, une femme suit au quotidien la lente progression d'un inconnu dans le désert.
	21.35 Documentaire : Du sable dans le moteur. De Mascha Jirsa. Un groupe de touristes au Sahara.
	22.40 Cinéma : L'Ombre de la terre. Film américain de Taleb Louichi (1982).
	0.05 Documentaire : La déchéance est au bout du progrès. Famille et décadence au Mali.
	M 6
	11.50 Série : Mérités, deux enfants.
	12.20 Série : Me sorcière bien-aimée.
	12.55 Série : Égaliser.
	13.50 Série : Cosmos 1999.
	14.50 Série : L'Heure du crime.
	15.35 Magazine : Fréquentstar.
	18.35 Musique : Flashback. Spécial surprise-piste.
	17.10 Série : Airport unité spéciale.
	19.00 Série : Clair de lune.
	19.00 Série : Bookers.
	19.54 Six minutes d'informations , Météo.
	20.00 Série : Loin de ce monde.
	20.35 Sport 8 (et à 1.00).
	20.45 Téléfilm : Scènes de ruptures conjugales. De Richard Michaels.
	22.30 Magazine : Culture pub. Spécial guerres.
	23.00 Téléfilm : Les Fantômes de Laure. De Vincent Salvaire. Grosesse et violence.
	0.25 Six minutes première heure .
	0.35 Magazine : Noubia. Spécial eurockermes.
	FRANCE-CULTURE
	20.30 Atelier de création radio-phonique . Les nuits australiennes : mémoire sonore du paysage.
	22.25 Poésie sur parole .
	22.35 Musique : Le Concert. Concert imaginaire, par les Percussions de Strasbourg. Œuvres de Rameau, Rameau, Messiaen et musique traditionnelle des îles Salomon.
	0.05 Clair de nuit .
	FRANCE-MUSIQUE
	19.30 Concert donné le 14 septembre 1992 à la Philharmonie de Berlin : Sonnets pour piano, Quatre pièces pour piano, Fohadka pour violoncelle et piano, Auf verwechstenen Pfade pour piano, de Janacek, par Rudolf Firkušný, piano, Wolfgang Boettcher, violoncelle.
	22.00 Concert (donné le 22 novembre 1992 à l'Opéra-Garnier) : Sonate pour clarinette et piano, de Bernstein; Quintette pour piano et cordes n° 1, de Bloch; Le Petit sur le rocher pour soprano, clarinette et piano D 965, de Schubert; Septuor en mi bémol majeur op. 20, de Beethoven, par The American Chamber Players, dir. Miles Hoffman.
	0.35 Steu nuit . Par Xavier Prevost. Le duo Ack van Rooyen, bugle, Jörg Reier, piano.

سوالی و جوابی

Le Monde

S A N S V I S A

Le Spitzberg, désert fragile



STUDIO VALLBERG

Principale île du Svalbard, le Spitzberg entend bien rester l'un des plus grands déserts d'Occident. L'ultime territoire norvégien avant le pôle Nord est de plus en plus recherché par les voyageurs, qui devront tenir compte de la fragilité d'une nature encore à l'état primitif.

LES explorateurs se sont volontiers convaincus d'être seuls maîtres de baptiser une terre nouvelle, alors même que c'était elle qui leur imposait ses évidences, et ce, d'autant plus patiemment qu'ils avaient pris moins de temps pour faire connaissance. Aussi bien gardaient-ils l'assurance que l'histoire, qui écrivait longtemps sous leur exclusive dictée, ratifierait toute chose à leur avantage. Elle enregistrerait ainsi que Willem Barents avait appelé *Spitzbergen* («montagnes pointues») en néerlandais le territoire arctique qu'il découvrait, et non que ses côtes s'étaient imposées à lui sous cette forme.

Pourtant, lorsqu'en cet après-midi du 17 juin 1596, après avoir atteint le pack par 80° 10' de latitude nord, le pilote hollandais revient par sud-ouest, on imagine volontiers la vigie s'exclamant : «terre !», puis, après que le cap eût été mis à l'ouest-sud-ouest : «des montagnes pointues !». Exclamation assurément minimale, émanant d'un équipage en provenance de Texel, l'une des plus basses lies des Pays-Bas (alors Provinces-Unies), et que, aujourd'hui encore, même l'individu le plus gavé de sommets alpins s'entend murmurer. De baptême, point. Mais une évidence étonnée.

D'autant que Willem Barents, qui devait périr peu après, pensait être venu buter sur la côte orientale du Groenland. Son cartographe, plus clairvoyant, consignait d'emblée ces cimes glacées sur une «terre nouvelle». Laquelle ne faisait guère l'affaire des bourgeois d'Amsterdam qui avaient armé à grands frais pour qu'on leur découvre au nord-est un passage vers les Indes. Le Spitzberg (sans point d'exclamation) n'était pour eux qu'une banquise plus ferme et plus haute barrée d'angles aigus la route des épiques. La contrée paraissait trop hostile, trop opposée à tous leurs objectifs pour songer même à en prendre possession.

Aucun n'aurait songé que la désolation pût avoir un prix et devenir quelque jour l'objet d'un négoce intense aux heures où le soleil fait fondre. Le duc d'Orléans, qui menait là une mission scientifique

en juin 1905, alors que les tout premiers touristes prenaient soin d'épingler leur carte de visite dans le refuge où le Suédois Andrée avait minutieusement préparé huit ans auparavant sa désastreuse expédition en ballon vers le pôle, notait : «Malgré cette neige qui couvre tout, on se croirait sur la côte de Sicile, avec le détroit de Messine à ses pieds et, de l'autre côté, les collines de Calabre. C'est un panorama idéal.»

Idéal au point de conduire une semaine de juillet près de dix mille

putés (les Basques) se précipitèrent, rejoints par des Russes, des Allemands et des Français. La plupart des compagnies ayant privilège de leurs pouvoirs respectifs, c'étaient de quasi-Etats qui rivalisaient dans le partage, parfois âpre, des îles et des baies les mieux situées. Pour décamper à l'épuisement des sites.

Des images (fausses) d'un Eldorado baleinier avaient agité l'Europe. Elles présentaient la néerlandaise Smeerenburg (littéralement «ville de la graisse») sur l'île d'Am-

der, dotées d'habitants autour desquelles les dizaines de carcasses remorquées jusque-là se décomposaient dans une puanteur insoutenable et dans la dévorante frénésie des mouettes et des macareux. Lentement, les baleines groenlandaises avaient pris le large. Si résolument qu'on les vit disparaître. Et l'or de la graisse cessa de couler à flots. Et les morses et les ours purent commencer à craindre eux aussi pour leur survie. Avant que le sous-sol de l'archipel, riche en houille, n'appelle à la reconversion des bras armés. Notre siècle débutant allait passer du temps des chasseurs à celui des mineurs, tandis que les eaux et les terres (recouvertes à 55 % par des glaciers), s'ouvraient de chacun de leurs pores aux scientifiques.

Lorsque les nations se rassemblèrent à Paris après la première guerre mondiale en recherche de paternité pour l'archipel, le nom de Spitzberg est à la fois trop bien établi et trop néerlandais pour que le plus qualifié des pays présents, la Norvège, puisse le reconnaître totalement sien. L'hypothèse de Vikings abordant ces rives septentrionales avait été émise depuis longtemps, et la publication des annales islandaises de l'an 1194, écrites au siècle suivant, mentionnant la découverte de Svalbard («côtes froides»), à quatre jours de voile, intervenait à propos. Le terme était suffisamment seyant et la pression nationale suffisamment forte pour qu'on puisse ignorer les réserves des historiens.

L'appellation de Svalbard ravalait le Spitzberg au rang d'île principale de l'archipel (couvrant 40 000 de ses 63 000 km²) : les «côtes froides» enveloppaient les «montagnes pointues». Tout en reconnaissant la souveraineté norvégienne (le Svalbard allait intégrer le royaume en 1925), le traité de Paris stipulait que les nations signataires (plus de quarante aujourd'hui) avaient une vocation égale à exploiter ses ressources économiques, et que le territoire ne pouvait en aucun cas être utilisé à des fins militaires.

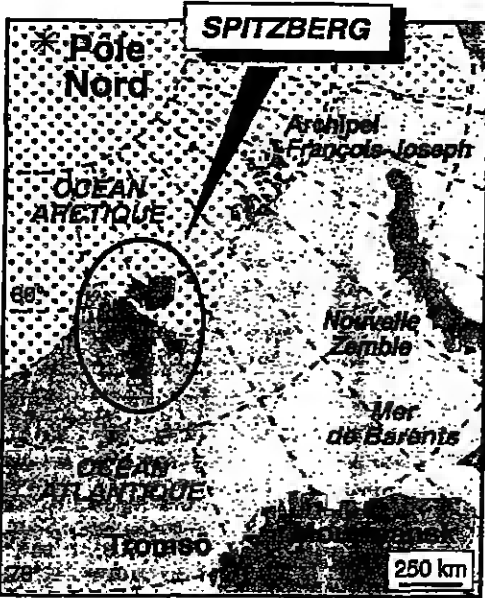
Doté de frontières reconnues et ouvertes, d'une administration avec son gouverneur (le *sysselmann*),

d'habitants tout au long de l'année (même s'ils continuent de voter dans leur circonscription d'origine), le Svalbard pouvait-il encore être qualifié, comme l'avait fait un éminent historien britannique, de «no man's land» ? D'ailleurs, l'avait-il jamais été ? Comment expliquer la présence sur la rive du plus imposant de ses fjords, l'Isfjorden, de silos indubitablement façonnés par l'homme trois mille ans avant notre ère, et appartenant probablement à la civilisation de la Petchora ? Pouvaient-ils n'être que la marque d'un simple séjour ?

La rudesse du territoire et les risques mortels d'un simple hivernage confirmaient de plus récents visiteurs dans l'idée de sa virginité. Ils en balayaient avidement la neige pour inscrire leur nom sur du solide, non comme de quelconques graffiti, mais comme de sages éparpillés qui se placent là pour assurer l'orientation des générations futures. Le Svalbard offrait tout de sommets et de vallées, tant de glaciers et de caps que quatre siècles d'expéditions ne seraient pas de trop pour en répertorier les formes. Pour qu'enfin nul territoire d'Europe n'offre une toponymie aussi largement européenne. Où le Vieux Continent se retrouve pêle-mêle, en un assemblage mêlant humour et solennité, logique et fatuité. Un pot-pourri de pays et de villes, d'explorateurs et de rois, de financiers et de chercheurs, de princesses et de géographes, d'événements et de silhouettes, que la norvégianisation des appellations a préservé.

Dans cette Europe à la carte majoritairement orientée au nord, la tentative d'un cap Esperanto paraissait désespérée. On ne ferait taire ni les langues ni les plus anciennes rivalités : si Oxford avait son glacier et Cambridge le sien, Oxford s'offrirait une péninsule où l'on trouverait, pour ne pas s'y tromper, une place Carfax (place centrale de la ville).

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 28



personnes à s'extraire des paquebots de croisière pour venir fouler quelques instants les grèves désertiques du fjord de la Madeleine, le plus fameux d'entre tous.

Dès 1606 cependant, Hudson avait su faire entrevoir les richesses plus immédiatement exploitables que dissimulaient les lieux sous leur manteau rigide. La partie solide abondait en ours blancs, renards et rennes, la partie liquide en phoques, morses et, surtout, baleines. Chasseurs et pêcheurs hollandais, anglais et danois, guidés par des experts dis-

terdam, bloquée, faut-il le rappeler, huit bons mois l'an par la banquise, comme une cité de douze mille âmes, en saison, avec ce qu'il convient de boutiques et d'artisans, avec son église et son bordel. En vérité, au faite de son activité, en 1630, elle n'eut jamais plus de deux cents résidents, hommes exclusivement. Déjà, les filons où venaient puiser deux ou trois cents équipages commençaient à s'éloigner des côtes. Il allait falloir ramer.

Deux siècles et demi plus tard, les fjords n'abritaient plus que les fon-

AU SOMMAIRE



Américains à Paris	p. 27
Le tour du monde	p. 26
Le tour du monde	p. 29
Le tour du monde	p. 32
Le tour du monde	p. 30
Le tour du monde	p. 31

DÉCOUVERTE

Norvège : les b

Un bateau de pêche dans l'océan arctique. L'expédition de l'Express part pour le Spitzberg.

Le Spitzberg, ce n'est pas un pays, c'est un territoire. Un territoire immense, désolé, où le silence est la seule loi. Ici, le temps s'écoule à une vitesse différente, plus lente, plus pesante. Les paysages sont à couper le souffle, d'une beauté sauvage et cruelle. Les glaciers, ces géants blancs et bleus, semblent se déplacer lentement, inexorablement, vers les côtes. Les montagnes, austères et majestueuses, se dressent au-dessus des nuages. C'est un monde à part, un monde où l'homme n'est qu'un visiteur éphémère.

L'expédition de l'Express part pour le Spitzberg, ce territoire immense et désolé. Elle va à la recherche de la beauté sauvage et cruelle, de la majesté des glaciers et des montagnes. Elle va à la recherche d'un monde à part, d'un monde où l'homme n'est qu'un visiteur éphémère.

Villes escales

Le Spitzberg, ce n'est pas un pays, c'est un territoire. Un territoire immense, désolé, où le silence est la seule loi. Ici, le temps s'écoule à une vitesse différente, plus lente, plus pesante. Les paysages sont à couper le souffle, d'une beauté sauvage et cruelle. Les glaciers, ces géants blancs et bleus, semblent se déplacer lentement, inexorablement, vers les côtes. Les montagnes, austères et majestueuses, se dressent au-dessus des nuages. C'est un monde à part, un monde où l'homme n'est qu'un visiteur éphémère.

Le Spitzberg, ce n'est pas un pays, c'est un territoire. Un territoire immense, désolé, où le silence est la seule loi. Ici, le temps s'écoule à une vitesse différente, plus lente, plus pesante. Les paysages sont à couper le souffle, d'une beauté sauvage et cruelle. Les glaciers, ces géants blancs et bleus, semblent se déplacer lentement, inexorablement, vers les côtes. Les montagnes, austères et majestueuses, se dressent au-dessus des nuages. C'est un monde à part, un monde où l'homme n'est qu'un visiteur éphémère.

Le Spitzberg, ce n'est pas un pays, c'est un territoire. Un territoire immense, désolé, où le silence est la seule loi. Ici, le temps s'écoule à une vitesse différente, plus lente, plus pesante. Les paysages sont à couper le souffle, d'une beauté sauvage et cruelle. Les glaciers, ces géants blancs et bleus, semblent se déplacer lentement, inexorablement, vers les côtes. Les montagnes, austères et majestueuses, se dressent au-dessus des nuages. C'est un monde à part, un monde où l'homme n'est qu'un visiteur éphémère.

Le Spitzberg, ce n'est pas un pays, c'est un territoire. Un territoire immense, désolé, où le silence est la seule loi. Ici, le temps s'écoule à une vitesse différente, plus lente, plus pesante. Les paysages sont à couper le souffle, d'une beauté sauvage et cruelle. Les glaciers, ces géants blancs et bleus, semblent se déplacer lentement, inexorablement, vers les côtes. Les montagnes, austères et majestueuses, se dressent au-dessus des nuages. C'est un monde à part, un monde où l'homme n'est qu'un visiteur éphémère.

Le Spitzberg, ce n'est pas un pays, c'est un territoire. Un territoire immense, désolé, où le silence est la seule loi. Ici, le temps s'écoule à une vitesse différente, plus lente, plus pesante. Les paysages sont à couper le souffle, d'une beauté sauvage et cruelle. Les glaciers, ces géants blancs et bleus, semblent se déplacer lentement, inexorablement, vers les côtes. Les montagnes, austères et majestueuses, se dressent au-dessus des nuages. C'est un monde à part, un monde où l'homme n'est qu'un visiteur éphémère.

Le Spitzberg, désert fragile

Suite de la page 25

Les Anglais côtoieraient les Ecossais, les Russes les Polonais, les Suisses les Monégasques. L'étiquette serait remplacée par un étiquetage de stricte égalité, plaçant sur le même plan un éphémère roi d'Espagne (Amédée) et un certain Ulbricht dont l'identité n'a jamais été établie.

La France ne pouvait espérer moins qu'un glacier. Un mont Blanc, à qui il manque un zéro (483 m) pour être parfaitement bononyme, s'aligne loin derrière un mont Perrier (du nom d'un général, chef du service géographique de l'armée), plus haut sommet du Spitzberg avec le mont Newton (1 717 m). Un fjord conserve le nom de la Recherche, cette corvette affrétée sous la monarchie de Juillet par la Commission scientifique du Nord, dont trois membres éminents n'ont pas manqué de laisser leur patronyme alentour. A qui son pic (Marmier, le secrétaire), à qui son mont (Bravais, le physicien), à qui sa vallée (Robert, le géologue). Mais on aurait aimé que ce paysage garde trace d'une figure autrement exaltante, celle de l'unique passager et première entre toutes les femmes à décrire ces « confins du monde » : Léonie d'Aunet.

Qu'une « palotte, menue, maigre » personne, tout juste âgée de dix-neuf ans, ait su s'imposer à bord d'un navire de la royauté dans une expédition aussi risquée (la Ziloloise, qui l'avait précédée dans les mers arctiques, avait disparu corps et biens), sachant que « des novembre, on casse l'eau-de-vie à coups de hache », montre l'indomptable ténacité du modèle qu'elle était alors. Et dont elle fit montre plus tard dans ses relations avec Hugo : sanctionnées comme adultères par la justice des hommes, elles ont

Rectificatif. — Confusion dans l'appel de note qui concluait l'article publié dans « Le Monde Sans Visa » du 26 juin (« Le siècle de la lumière ») : l'ouvrage de Wolfgang Schivelbusch, *La Nuit désenchantée*, est disponible aux éditions Le Promeneur et non « La Promenade », comme un lapsus nous l'a fait écrire.

contraint le pair de France à quelques vacances en Espagne, et condamné son amante à la prison. Ferme. Et à nous offrir en 1854 pour survivre, elle et ses enfants, son *Voyage d'une femme au Spitzberg*, récit suivi de quelques romans et pièces de théâtre.

L'ardente Léonie avait relevé cette inclination des glaces à toujours paraître autres, dant les marins de Willem Barrens furent « bien ébahis, croyant premièrement que c'étaient des cygnes blancs ». Assise sur un canon, « baurée de flanelle en dessous », en cravate de laine rouge et casquette de marin, elle suit du regard le lent glissement « des rochers de pierres précieuses : c'est l'éclat du diamant, les nuances éblouissantes du saphir et de l'émeraude confondues dans une substance inconnue et merveilleuse ».

Dans ce que les scientifiques désignent, la jeune femme ne perçoit que « les débris d'une ville de fées ». « Je voyais, écrit-elle, se heurter autour de moi des morceaux d'architecture de tous styles et de tous temps : clochers, colonnes, minarets, ogives, pyramides, tourlous, coupôles, créneaux, volutes, arcades, frontons, assises colossales, sculptures délicates comme celles qui couvrent sur les menus pilers de nos cathédrales, tout était là, confondu, mêlé dans un commun désastre ».

Ses mots durent étonner si fort l'époque que le fantastique ne pourra mieux faire que leur emprunter sa réalité. « Toutes les idées d'architecture étaient là comme ébauchées, puis abandonnées dans l'accès d'un incommensurable délire, ou arrêtées subitement par des désastres innombrables », reprendra ainsi George Sand en 1863 dans *Laura*, voyage dans le cristal, où elle envoie un garçon trop rêveur courir la banquise jusqu'à un pôle d'imaginaire affiché, au prétexte que le lecteur, « contrairement à y prenne le goût des recherches ou des hypothèses sérieuses ».

Le « conte bleu » de la dame de Nohant ne manque pas d'images qui, étrangement, paraissent inspirées par l'archipel norvégien aujourd'hui. Lorsque l'on enjoint au jeune héros « d'oublier les plus de diamant, le diamant n'est qu'un peu de carbone fossilisé. La houille est

cent fois plus précieuse, et, en raison de son utilité, je la trouve plus belle que le diamant n'est beau », on croit retrouver les exactes données du grand débat d'actualité svalbardien, entre ceux qui veulent ouvrir, quel qu'en soit le coût, de nouveaux puits de mine plus retirés, à l'épuisement (imminent) des gisements actuels, et ceux qui pensent que les « montagnes pointues » offrent de suffisantes perspectives de développement à la recherche scientifique et au tourisme pour maintenir une colonie stable.

Significativement, le contingent de ces néosvalbardiens débarque l'été, lorsque la plupart des trois cents mineurs norvégiens, leur administration et leur famille (la moitié de la communauté nationale de l'archipel), migrent vers le continent, lorsque, comme l'écrivait la belle Léonie « minuit est devenu le frère jumeau de midi ». Car le soleil de minuit qui entre généralement dans nos foyers par des cartes postales où il vient fêter, rougeoyant, l'horizon du cercle arctique, comme s'il avait un effort particulier à accomplir pour veiller à cette heure-là, n'a rien de tel par 78° de latitude nord. A la fin juin, il paraît indiquer avec une bonhomie quasi identique le nord et le sud. Il plane et ne sombre pas.

Son tournoiement sans faiblesse fait ruisseler la lumière avec la même allégresse que l'eau de fonte qui ouvre d'incessants torrents dans les rigoles tracées sur la mince couche de sol abandonnée par le permafrost. C'est un sourire que rien ne peut interrompre. Un bonheur douloureux, à force, ignoré des plantes qui le boivent jusqu'à plus soif. Mais, dans la déroute totale de la nuit, tout un tissu métaphorique constitué à travers les âges se déchire en lambeaux, une dialectique reste en suspens, le binaire se met à clopiner sur une patte, des idées d'éternelles deviennent irréelles. Plus de bonjour, plus de bonne nuit.

L'arrivée par le vol régulier à 3 heures du matin dans la pimpante et minuscule « capitale », Longyearbyen (1 200 habitants), se fait au grand jour, dans le silence total d'une cité enchantée. Le déphasage (et non plus le décalage) horaire paraît pouvoir s'accroître indéfiniment, irrattrapable, sauf à plonger en soi. Une situation suffisamment délicate deux mois l'an pour que les serveuses de l'unique bar-restaurant viennent tirer les rideaux sur le coup de 20 h 30 et allumer des bougies sur les tables. Que l'obscurité soit !

Un geste que jugerai impardonnable les sternes arctiques. Ces oiseaux blancs coiffés de noir, à pattes et bec rouges, font chaque

année la navette entre les régions arctiques et antarctiques, comme pour ne jamais désespérer du jour. On en a rencontré qui avaient déjà fait vingt-cinq fois l'aller et retour. Elles s'installent au Spitzberg fin mai pour couvrir et repartent début septembre vers l'autre été, encastrant la nouvelle génération. Celles qui ne sont pas victimes des goélands bourgmestres et des renards arctiques friands de leurs œufs s'en prennent avec plus de succès aux hommes qui les protègent, dans un art du piqué sur crânes qui élit rivi Hinchcock, mais contrairement les scientifiques qui travaillent à proximité au port du casque.

Autres énergumènes à plumes et à costume boréal, les mergules pâles, dont les cris montent comme des salves incessantes à l'assaut des falaises, plongeurs habiles, gourmands de minuscules crustacés, et dont le duo d'Orléans affectait de « s'être fait des amis » (ils seraient des millions). Ceux-là ne se trompent guère sur le moment où il convient de dalmir, et la disparition de leurs nuages remuants pourrait nous éclairer, mieux que l'intensité du jour. Mais eux aussi ne feront que passer. Seuls, les lagopèdes « hyperboréens », présents également dans l'archipel François-Joseph, à l'est, résident à l'année. Accumulant la graisse à l'automne puis s'éloignant discrètement. Loin des gourmands.

Car l'hiver exige une protection renforcée. Longyearbyen montre l'exemple avec ses maisons colorées pour réchauffer, ses épaisses conduites, élevées au-dessus d'un sol bétonné par le froid, qui les relèvent comme les artères d'un vaste organisme battant d'un cœur unique. Longtemps ce fut la mine. Exclusive. Une communauté d'hommes seuls que les familles avaient rejointe sur le tard, un métier qui s'était mis à bien payer. Aujourd'hui, ce n'est déjà plus du sang qui circule, mais plutôt des idées, un certain état d'esprit. Une volonté d'appartenir au dernier avant-poste de l'Europe citadine dans son plus vaste désert. Une aristocratie ouvrière fait progressivement place à une élite aventureuse. Avec un travail, à inventer, d'interprètes et de passeurs entre deux mondes qui ont peine à dialoguer sans se blesser.

Non sans précautions : la première recommandation aux nouveaux venus est de ne jamais s'éloigner de la ville autrement qu'armés. Pas seulement des vêtements, des provisions ou des canes adéquats, car le calibre minimal est indiqué : 7,65 mm. (on peut louer sur place). Quelle meilleure garantie à l'existence d'un « état sauvage » que celle du fusil ?

Et de qui répète-t-on inlassablement dans les lieux officiels : « Il attaque sans prévenir. Gardez vos distances ! ». De celui que les Anglais désignent comme « ours polaire » et les Allemands « ours des glaces », de notre ours blanc, l'ours marin, ce « gros homme en pelisse », comme l'appellent les pêcheurs norvégiens d'autrefois.

Toute l'énergie mise par des générations de trappeurs à le faire disparaître est maintenant engagée dans sa préservation. Mieux, dans une forme de sanctification. Moderne. Rival du Micba représenté dans les colonies minières russes de Barentsburg et Pyramiden, l'animal est un apât au double visage. Il offre sa silhouette à une variante de l'adoration contemporaine dans le néo-sulphisme des logos. Il est de toutes les boîtes de bière, des sacs de plastique, des cravates et tee-shirts, des agences de voyages, et des loueurs

de motoneiges. Un rêve de graphistes rivalisant dans la douceur des formes, dans l'arrondi des museaux. A force, la carte du Spitzberg elle-même semble prendre son contour.

Mais la peluche à des crocs. Et l'autorité doit les lui restaurer. Moins pour sauvegarder l'espèce que pour garantir l'homme dans son humanité. Il est l'effroi à la fois mêlé, l'assurance d'un voyage accompli en frôlant l'autre monde, celui que le rencontre du pack a déjà suggéré. D'autres l'auront trouvé plus simplement dans les cailloutis et les mousses où éclate la pourpre de la meoue saxifrage. Un plein bouquet tiendrait au creux d'une paume, si la loi d'interdit d'y porter la main.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

Guide

Sur place. Pour fiction qu'elle ait été, la description du Spitzberg en 1981 faite par Christoph Ransmeyer dans les *Effrais de la glace et des ténés* (Seuil, 256 p., 42 F) n'est plus aussi exacte. Trente mille touristes sont passés en 1992 à Longyearbyen, parfois pour quelques heures simplement. Il existe maintenant un hôtel. Un second devrait être démotté à Lillehammer après les Jeux olympiques et remonté au bord du fjord. Une cefétérie est ouverte le midi et un restaurant le soir. La colonie minière russe de Barentsburg, qui fait voler (elle est à deux heures de bateau), dispose également d'un hôtel.

A visiter. Sur une superficie égale à celle de la Suisse, le seul Spitzberg ne compte qu'environ 3 000 résidents. Dans ce désert glacé, les guides les plus expérimentés ne négligent jamais de laisser aux autorités des indications précises sur les endroits où il se dirige. De nombreuses randonnées, à pied, à skis, en traîneau avec chiens ou en motoneige sont organisées au départ de la capitale. Ainsi que des croisières autour de l'archipel (une semaine) et jusqu'au pack à bord de petits navires comme le vaillant Polarstar, ancien bateau du gouverneur reconverti en phoqueur au prin-

temps et en nevre de promenade l'été.

Y aller. La compagnie SAS est la seule qui offre des vols de Paris à Longyearbyen (avec changement d'aéroport à Oslo et Tromsø). Le tarif le plus bas jusqu'à Oslo (deux vols par jour) est de 2 405 F (1 840 F pour les jeunes). Entre Oslo et Longyearbyen, il existe un tarif promotionnel de 2 000 couronnes (environ 1 700 F). Réervations : tél. : (1) 47-42-06-14. A effectuer le plus longtemps à l'avance, car l'été, les avions font le plein.

Lire. Les voyages de Willem Berente sont reletés notamment dans *Découverte de la terre*, de Jules Verne, Max Cheleil (464 p., 180 F). Le *Voyage d'une femme au Spitzberg* de Léonie d'Aunet est publié par les éditions du Félin (248 p., 130 F) et *Laura, voyage dans le cristal*, de George Sand, dans la Petite Bibliothèque Ombres (158 p., 59 F). Le Guide bleu Norvège (394 p., 130 F) sera utile aux escalades d'Oslo et de Tromsø.

Renneignements complémentaires auprès de l'office de tourisme de Norvège, 88, avenue Charles-de-Gaulle, 92220 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 47-45-14-90. A Longyearbyen (per le 19-47), informations au (0) 80-22-303, et au bureau du sysselmann (0) 80-21-400.

سلاسل الجبال



Norvège : les bateaux de l'unité

C'est déjà un bateau de légende. En cent ans d'existence, l'histoire de l'Express côtier se confond avec celle de la Norvège.

EN 1893 : lorsque la ligne est créée par Richard With, la Norvège vit les prémices de sa libération de la tutelle suédoise. La même année - alors que Grieg est déjà connu mondialement - d'autres grands Norvégiens se révèlent : Edvard Munch, exilé à Berlin, s'affirme comme un peintre de premier plan, Knut Hamsun publie son deuxième roman et Ibsen est mis en scène à Paris. Sans oublier l'explorateur Fridtjof Hansen, dont l'extraordinaire *Hum*, en partant à la conquête du pôle Nord, ne manquera pas de saluer le *Vesterlandet*, le premier des Express côtiers, au cours de son passage à Narvysund.

Conçu pour renforcer les liens entre le Nord et le Sud, tout en contribuant au développement de la vie économique du pays, l'Express côtier s'est, peu à peu, affirmé comme un moyen exceptionnel de prendre le pouls de la Norvège.

Cent ans après sa création, sa flotte se compose de onze bateaux qui, chaque jour de l'année, parcourent les quelque 2 000 kilomètres qui séparent Kirkenes, dernière ville du Finnmark avant la Russie, et Bergen, la belle nordique aux accents méditerranéens. Une croisière qui traverse des paysages superbes, et qui offre aussi un luxe authentique : la possibilité de s'intégrer à la population.

De Kirkenes, c'est un parfum de bout du monde qui nous saisit. Car rien ne laisse entrevoir un intérêt pour cette petite ville

miniée, matérialisée par une gigantesque cheminée crachant d'énormes volutes de fumée, vite absorbées par la pureté du ciel arctique.

Rien, sinon sa situation : ville frontalière avec la Russie, aux confins de la Laponie, longitude plus à l'est qu'Istanbul. D'un côté, la mer de Barents et, au-delà, le Spitzberg. De l'autre, derrière les falaises, la toundra... interminable.

Kirkenes est, avant tout, le terminus nord de l'Express côtier. Ce qui fut, pendant longtemps, le moyen de transport numéro un de la Norvège est, pour le visiteur, un véhicule de l'imaginaire. Sur le trajet parcourant les deux provinces du Nord : le Finnmark et le Troms, pas de villes remarquables : la plupart ont été rasées par les Allemands au cours de leur retraite devant les Russes en 1944.

En revanche, l'extraordinaire réside dans la traversée du décor le plus contrasté qui soit : découpes de montagnes taillées par la neige et le vent, tranquillité des eaux turquoise des fjords lorsque le soleil parvient à vaincre la grisaille. Sans le Gulf Stream, la ligne ne pourrait pas fonctionner tout au long de l'année. Ici, l'hiver sévit pendant plus de six mois et la nuit polaire règne de fin novembre à fin janvier.

L'extraordinaire, c'est aussi l'existence obstinée de l'Express côtier qui, depuis cent ans, continue à désenclaver ces ports perdus dans leur solitude. A chaque escale, le bateau fait son travail : charger, décharger, apporter le courrier, prendre des passagers.

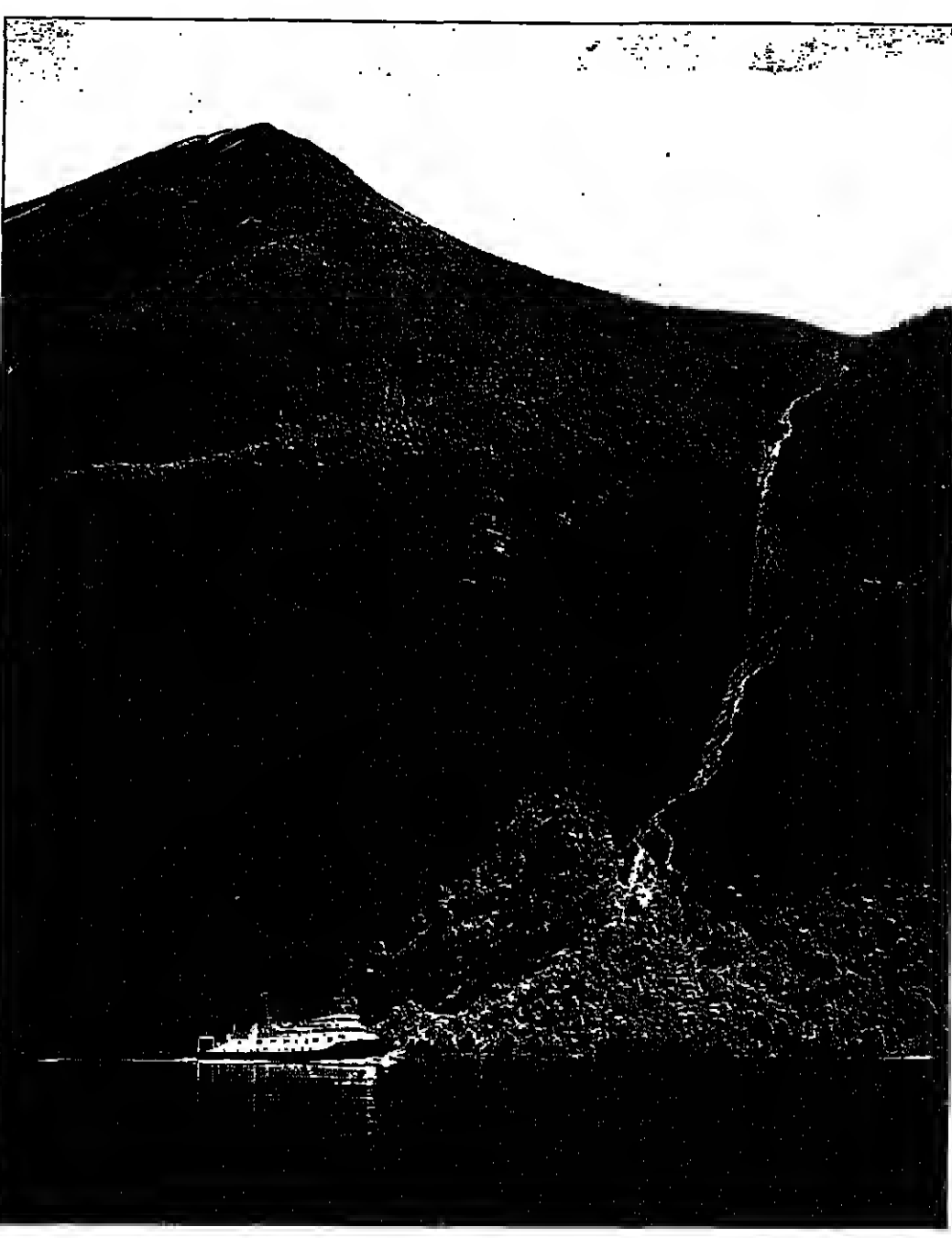
Chaque fois, c'est un va-et-vient de nouvelles idées : visages burinés de pêcheurs en partance pour une campagne d'un mois dans l'océan glacial, militaires de retour de permission, bûcherons ou simples amoureux de ce véritable autobus maritime. Entre les passagers, les conversations s'engagent. Christina, la jeune institutrice finlandaise d'Havoyssund redoute le mal de mer. Elle a dû, en urgence, attraper le *Kong Olav* pour se rendre à Hammerfest, parce que la route était bloquée par la neige. Les yeux rivés sur la proue du navire, elle attend impatiemment la sortie d'un passage difficile en mer ouverte. Rolf, l'ingénieur de Kirkenes, tente de lui changer les idées en lui racontant comment les Russes cherchent à améliorer leurs maigres revenus en vendant des bouteilles de vodka fraîche à la frontière.

Pour peu qu'ils en aient l'envie et qu'ils possèdent l'anglais, les étrangers peuvent à tout moment entrer ainsi en communication avec des Norvégiens auxquels ils n'auraient pas en autrement l'occasion de parler.

L'escale d'Hammerfest, la ville la plus septentrionale du monde, bâtie par les vents, est l'occasion d'une visite au sein de la Royal and Ancient Society of Polar Bears a inventé un diplôme de membre du Club de Fjords polaires. Moyennant 100 couronnes norvégiennes, le visiteur repartira avec un diplôme accompagné d'un pin's représentant un ours blanc. Au port, les chaudières russes sont à quai, venus vendre leur prise à meilleur prix.

A 19 heures, le *Kong-Olav*, reprend sa route. Dans son sillage, une nuée de mouettes : « Le ciel était gris, la mer était grise, si bien que la lumière semblait émaner de la blancheur crue des montagnes dont le navire suivait toutes les dépressions », écrivait Georges Simenon dans le *Passager du Pôle* (1).

« Les Norvégiens du Sud connaissent mieux le nord de leur pays », explique Rolf Engelsen, un avocat spécialisé dans les affaires maritimes, embarqué à Tromsø, la capitale du Nord-Norge qui fut le point de départ de toutes les grandes expéditions polaires. Passionné de l'Express côtier, ce personnage coloré qui ne se sépare jamais de son radiotéléphone portatif préfère passer deux nuits sur le bateau plutôt que de rentrer chez lui, à Trondheim, en une heure par avion.



TOURNEUR GLOUSSEAU (NORVÈGE)

« Voilà quarante ans que je connais la ligne. Quand j'avais douze ans, à Bodo, je montais à bord vendre des journaux pour me faire de l'argent de poche. J'y ai rencontré toutes sortes de gens, des étrangers surtout, qui m'ont beaucoup appris. J'ai tout de suite aimé cette ambiance très particulière où tout le monde communique sans aucune barrière. Depuis, quand je le peux, je ne manque jamais une occasion de prendre l'Express côtier. »

» Avec le soleil de minuit en tête,

les aurores boréales en hiver et les paysages qui changent constamment, ce n'est jamais le même voyage. »

Au loin s'annoncent déjà les contours de l'archipel des îles Vesterlandet, puis des Lofoten. Fascinant spectacle que celui de cette muraille longue de 100 kilomètres composée de pics déchiquetés dont les sommets enneigés étincellent au soleil couchant. La traversée du Raftsund, l'étroit chenal qui sépare les deux chapiteaux d'Iles est un grand moment d'émotion.

bateau reprend sa route avec, pour tout accompagnement, le ronronnement du moteur.

Le lendemain, au moment de franchir le cercle polaire arctique, qui marque la limite théorique du soleil de minuit et de la nuit polaire, apparaît sur le continent le Svartisen, deuxième glacier de Norvège, qui vient se jeter dans le Hølandsfjord. Au loin, sur l'horizon, l'île de Tracna, plantée comme une dent de glace au milieu de la mer. L'été, les chalutiers y pêchent des anguilles venues de la mer des Sargasses et parfois même des tortues des Caraïbes qui ont suivi le Gulf Stream.

Jusqu'aux années 50, l'Express côtier était le seul moyen de communication qui reliait, tout au long de l'année, le nord et le sud de la Norvège. Est-ce pour cette raison que l'approche de Trondheim, ville-charnière, sonne déjà comme un retour à une civilisation plus familière ?

La troisième ville de la Norvège a conservé les traces de son passé d'ancienne capitale du royaume : la cathédrale gothique de Nidaros, les vieilles maisons de bois en entrepôts transformés en fumeries de saumon sont là pour témoigner. Trondheim est aussi une ville universitaire où Edgar Solstad, le capitaine, a terminé ses études et où il réside. « Mon père était pêcheur et, pour moi, le métier de marin était une évidence, raconte-t-il. J'ai commencé à naviguer très jeune, comme mousse, puis comme maître avant de suivre les cours de l'école de la marine marchande. Pendant plus de vingt ans, j'ai parcouru le monde entier à bord de cargos mixtes avant d'entrer dans une des trois compagnies de l'Express côtier. Le rythme de travail : vingt-deux jours en mer, et autant à terre, est mieux adapté à une vie de famille. »

A la tombée de la nuit, les sites splendides se succèdent. Kristiansund et sa colline aux oiseaux, Molde, la ville des roses et surtout Ålesund, porte d'entrée du célèbre Geirangerfjord. Le voyage touche à sa fin. La dernière matinée, le regard restera, fixé sur le continent, où les hautes montagnes de la région des grands fjords évoquent les héros de la mythologie scandinave, Per Gynt et les chansons de vachères transposées par Grieg.

A bord, les passagers se font moins nombreux, incitant le personnel à la confiance. « Quand j'avais quinze ans, j'ai rêvé que je faisais le tour du monde en bateau », raconte Astrid, la serveuse de la cafétéria. Bientôt, voici Bergen, blottie dans son berceau de collines. Il est midi. Ce soir même, le *Kong-Olav* repartira pour le Grand Nord.

De notre envoyé spécial
André Maisonneuve

(1) Un des Express côtiers, encore en service aujourd'hui.

Villes escales

TRONSDØ

Capitale de la Norvège du Nord, cette ville universitaire a - malgré les destructions de la guerre - conservé un vieux quartier plein de charme : maisons de bois point dans Sjogata, Skippervgata et Vestergata.

A visiter : la surprenante cathédrale de verre, le musée lapon et le planétarium des aurores boréales.

BODO

Première ville au-delà du cercle arctique, c'est la porte d'entrée de ce monde étrange de la Norvège du Nord. De Bodo, il est possible de se rendre aux Lofoten, par bateau ou par avion. Bodo est aussi le point de départ d'une excursion à Saltsdalen : phénomène des eaux bouillonnantes et déchaînées qui se précipitent dans un étroit goulet entre deux fjords.

TRONDHEIM

Troisième ville du pays, Trondheim a conservé des traces de son passé de première capitale de la Norvège.

A visiter : la cathédrale de Nidaros, dont les parties les plus anciennes datent du XII^e siècle, Stifsgarden, le plus grand palais en bois de Scandinavie (XVIII^e siècle) et les entrepôts anciens qui longent la rivière Nidelven.

A ne pas manquer : le remarquable musée de la musique à Ringve : situé en périphérie de la ville, dans un cadre magnifique. Les guides vous feront écouter de la musique jouée sur des instruments anciens. Le piano de Chopin, une épave de l'époque de Beethoven, un piano harpe du XVIII^e siècle, donnent à cette collection d'instruments provenant du monde entier son caractère unique.

Guide

• A Paris :
- Ambassade de Norvège, 28, rue Bayard, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-23-72-78.

- Office national du tourisme norvégien, 88, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : (1) 47-45-14-90.

- Places d'identité
Pour les résidents de la Communauté européenne, une carte d'identité en cours de validité suffit pour un séjour de moins de trois mois.

- Monnaie
L'unité monétaire est le couronne (1 NK = 0,85 FF).

En 2 h 15 de vol, SAS et Air France relient Paris à Oslo plusieurs fois par jour. Tarif APEX au départ de Paris Roissy : 2 405 F.

A la condition d'emprunter exclusivement ses vols internationaux, SAS dispose d'une formule de coupons-passe : un coupon (80 \$) permet en fait de rejoindre Oslo à Bergen (ou Trondheim, Bodo, Tromsø...) aller-retour : 2 coupons.

La compagnie scandinave offre aussi une liaison Nica-Oslo aller-retour pour 3 235 FF (tarif APEX).

- Voiture
Nombreux services de ferries à partir du Danemark et de l'Allemagne. Se renseigner auprès de Scanditours, tél. : (1) 47-42-80-00 et de Bennett Voyages,

tél. : (1) 48-01-87-73, agente générale.

- Les voyagistes spécialisés
Alentour, tél. : (1) 42-98-59-78.

Bannatt Voyages, tél. : (1) 48-01-87-73.

Bordalis Voyages, tél. : (1) 40-61-02-54.

Scanditours, tél. : (1) 47-42-80-00.

- L'Express côtier
De Bergen à Kirkenes, aller et retour, le voyage dure onze jours. Mais il est possible de n'effectuer le trajet que dans un seul sens, ou encore à passer qu'un, deux ou trois jours à bord.

Du 15 mai à la fin août (soleil de minuit jusqu'à la fin juillet), il est recommandé de réserver à l'avance. Pendant cette haute saison, une dizaine d'excursions sont proposées à partir du bateau, dont celle du Cap Nord. Mais la croisière peut aussi être très belle à d'autres époques de l'année : contrastes notamment au début de printemps et à l'automne entre la nuit - où règne encore l'hiver - et la nuit du jour.

Attention : sur les onze Express côtiers en service, trois sont de conception récente. Confortables certes, mais ils n'ont pas le charme des steamers des années 50 et 60, qui constituent la majorité de la flotte actuelle. »

Le courant y est très fort, et dans le poste de pilotage on n'entend que les ordres de l'officier de quart répétés par l'homme de manœuvre.

Ces lieux, encore habités par les personnages des romans de Knut Hamsun et décrits par Jules Verne et Edgar Allan Poe, sont aussi des territoires de pêches particulièrement miraculeuses. De janvier à avril, la mer semble converger d'une forêt de mâts et l'on dit que, par temps favorable, un seul homme peut rapporter une tonne de morue dans la journée ! De la morue, c'est essentiellement la cargaison que va embarquer l'Express côtier à Stamsund, petit port du sud des Lofoten, pour la décharger à Bodo.

Sur le quai, un homme d'équipage plante son thermomètre dans une caisse choisie au hasard : - 17 degrés. « A - 15 degrés, on refuse la cargaison », explique l'officier de quart.

A Bodo, vingtième des 35 escales, le *Kong-Olav* n'a pas encore effectué la moitié de son trajet. Le déchargement du poisson embarqué à Stamsund va faire prendre une heure de retard. Il est cinq heures du matin lorsque le

USA

739 FF par semaine

(Voiture de catégorie J économique en Floride)

Pour tous renseignements et réservations, veuillez contacter votre agence de voyages ou Hertz au (1) 47 88 51 51 ou 78 49 75 75.

*Tarif basse-saison hors taxes, incluant le rechat de franchise LDW.
Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques.

Guide

Sur place. Pour l'édition de ce guide, la description du voyage en 1991 faite par l'agence Hertz dans les pages de la revue et du guide de l'Express, 1991, p. 42 F. A été complétée. France 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 303

Damas, coup de force sur la Grande Mosquée

C'est le sujet dont on parle à Damas. Le traitement infligé à la mosquée des Omeïyades fait lever les sourcils des Occidentaux de passage et suscite une opposition sourde dans les sphères damascènes érudites comme dans les milieux populaires.

Si l'unanimité se fait, plus ou moins silencieuse, c'est en faveur du monument et contre des restaurations jugées aussi indignes qu'intempestives. Le prestige exceptionnel au sein du monde musulman de ce monument inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité explique cette émotion légitime. La mosquée des Omeïyades est un des grands lieux saints de l'islam : l'une des plus anciennes mosquées, avec celle de Médine. Elle fut longtemps le point de ralliement des pèlerins qui se rendaient à La Mecque, ce qui contribuait à son rayonnement et enrichissait la ville par voie de conséquence.

Un monument islamique, certes, mais qui, de tout temps, a toujours été un temple syrien dédié à une divinité syrienne métamorphosée selon les différentes époques : Hadad, Jupiter, le Dieu des Arabes (le El - Dieu primitif devenant Allah). Pour les experts de la faculté d'architecture de Damas, c'est le bâtiment et le site le plus ancien et le plus sacré qui ait toujours été voué au culte, comme Damas est la ville la plus ancienne, mentionnée, avec Jérusalem et La Mecque, dans les Livres saints des trois religions monothéistes. Un symbole revêtu d'une charge affective, et pas uniquement parce qu'il incarne la période la plus glorieuse de l'islam.

Des travaux étaient-ils nécessaires ? Pour les promoteurs de l'opération, « la sécurité n'était plus assurée dans ce monument qui, cinq fois par jour, abrite plusieurs milliers de croyants répondant à l'appel à la prière ». Pour leurs détracteurs, il y avait effectivement un mur un peu bombé, là des vérifications à effectuer, mais rien qui menaçât ruine et justifiait les travaux actuels. Les responsables, pense-t-on, vont trop loin dans ce qui apparaît désormais comme « une reconstruction » quand ce n'est pas « une mutilation ».

La restauration de celle qui, suivant en cela une coutume propre à d'autres villes orientales, Damas, c'est à dire résidents étrangers appelés « la Grande Mosquée » a été prise par décision présidentielle - la décision n° 36 du 6 octobre 1991 - qui, d'après l'un des huit membres du comité chargé de prendre en charge les travaux, « limite notre travail à la restauration et au développement de la Grande Mosquée d'un point de vue fonctionnel ». Son président, M. Amin Abou Acham, siègeait au Conseil du peuple (Parlement) avant de devenir ministre du tourisme. Il est le fils d'un cheikh, ce qui, en l'occurrence, n'est sans doute pas indifférent.

Il n'est pas sans intérêt non plus de mesurer les forces en présence au sein de ce comité. Le docteur Ali Alayem est vice-ministre de la culture ; M. Mahmoud Ziaheh, vice-ministre des Wakfs et des biens religieux ; M. Mahmoud Khabbaz, directeur du département technique au même ministère ; M. Souheil Zakkar, professeur à l'université de Damas ; M. Chakib Al Omari, ingénieur, ancien président de l'ordre des ingénieurs ; le docteur Adnan al Boudi, directeur des fouilles à la direction des antiquités, tandis que le général Riad Issa Chalich est directeur de l'organisation de l'exécution des établissements militaires. Directeur général du projet : M. Abdul Rahman Na'san ; directeur d'exécution : M. Rabie Dahman. Une exécution confiée à Asbral Askari, société pour l'habitat militaire, émanation de la puissante Iskan Askari,

qui Milibouse (Military Housing Establishment), entreprise de travaux publics militaires et civils, l'équivalent de la somme d'une société Bouygues.

L'Etat syrien finance les travaux, « à cent pour cent ». Cette précision pour répondre à ceux qui s'interrogeaient sur une participation financière éventuelle du Koweït, ce que l'ambassade de ce pays à Damas dément également. Et tout état de cause, le budget est averti, « illimité » peussent certains. Quant à la durée prévue pour les travaux, elle est de deux ans, « sous l'autorité supérieure du pays veut prolonger notre mission ».

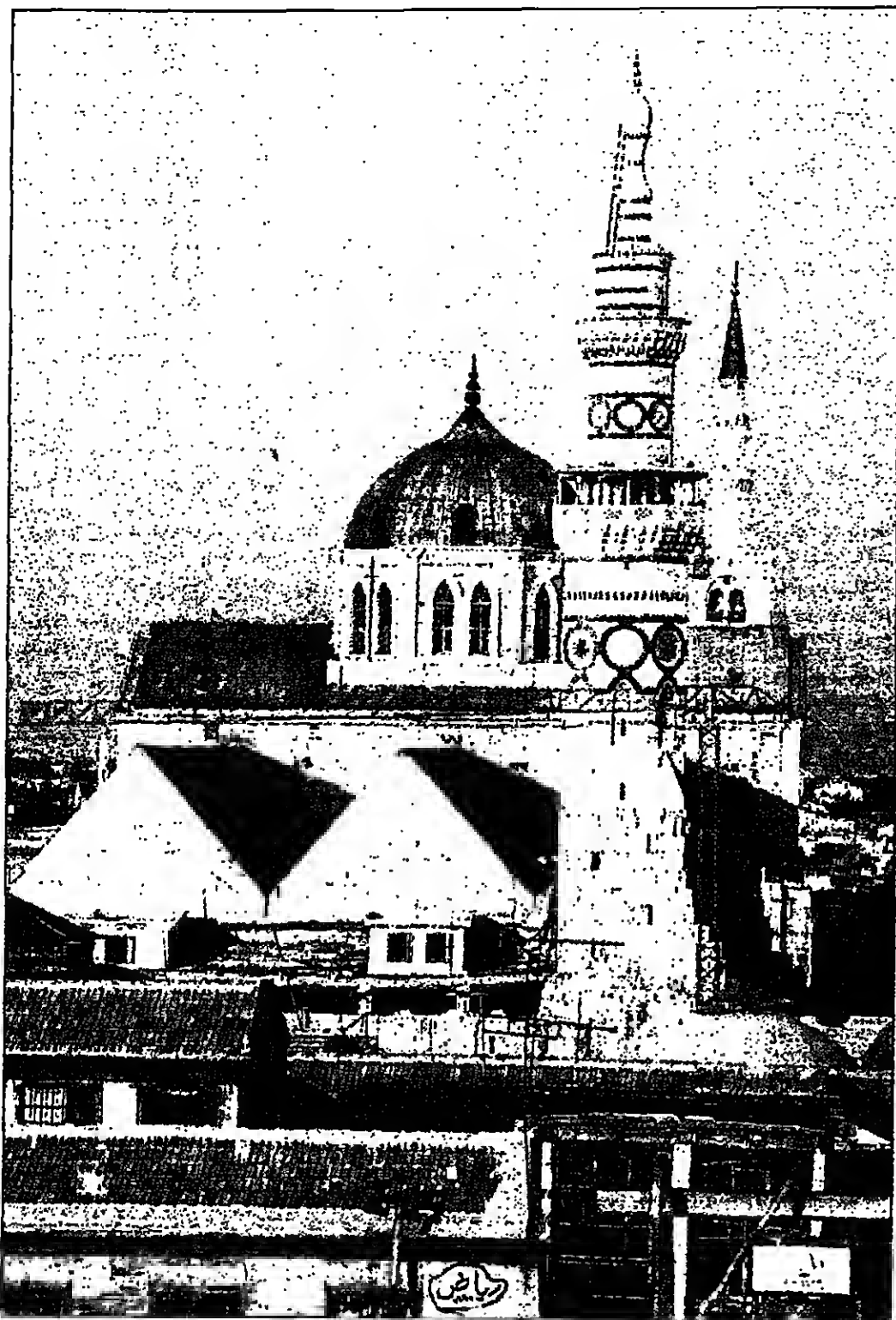
Le secret qui entoure les décisions alimente toutes les rumeurs, même les plus contradictoires, suscitées par la présence, dans le voisinage immédiat de la mosquée des Omeïyades, d'une mosquée chiite bâtie et décorée de fresques par des artisans iraniens. Elle est ouverte bien que tout ce semble pas complètement achevé.

Il y a une dizaine d'années, la municipalité fit abattre les saufs qui s'appuyaient notamment sur le mur ouest de la Grande Mosquée. Là où se trouve l'entrée des croyants, qu'empruntent également les cortèges officiels. Les mosquées du monde arabe étant entourées de saufs, nombreux sont ceux qui pensent que cette destruction était « une hérésie ». Les responsables répondent que cela restitue toute son envergure au monument.

Le fait que le président ne se soit pas rendu à la Grande Mosquée comme à l'accoutumée à l'occasion des deux dernières fêtes musulmanes est interprété différemment : ce pas cautionner ce qui est fait ou, inversement, attendre l'achèvement des travaux. L'incertitude est complète sur le but final de la restauration, car il est difficile de deviner les intentions de celui que l'on appelle parfois « le Bismarck des Arabes ». D'autre part, « la camérite décide tout, personne n'est en cause ». Ce qui est bien commode dans cette conjoncture délicate.

Délicate car l'affaire est parvenue jusqu'à l'UNESCO. Caofarment aux orientations qu'elle a acceptées en faisant inscrire la mosquée des Omeïyades sur la liste du patrimoine mondial, la Syrie devait informer le comité intergouvernemental de l'organisation internationale de ses « intentions d'entreprendre (...) des restaurations importantes (...) avant que des décisions définitives irréversibles ne soient prises ». Ce comité exprima son émotion dans un paragraphe du rapport soumis à la réunion annuelle, à Santa Fe, en décembre dernier. Au cours de la discussion qui suivit, le directeur des antiquités syriennes, M. Ali Abou Assaf, répondit que les travaux étaient effectués dans les règles. Par la suite, le ministre de la culture syrien, M. Najja al Attar, opposa, « dans une lettre plutôt impertinente », une fin de non-recevoir. Tout est fait au plus haut niveau, un comité suit le travail, inutile de discuter de ce problème, disait-elle en substance. Ce qui n'a pas trompé M. Saïd Zulficar, directeur adjoint au patrimoine mondial : « Nous pensons que la reconstruction est faite sans recherche scientifique préalable, qu'il y a un changement de l'aspect initial et de l'intégrité du monument ».

L'incongruité de ce que l'on voit lui donne raison et nourrit la polémique. A commencer par un délai de préparation trop court : quelques mois entre la décision présidentielle et le début 1992, quand



Mosquée des Omeïyades. Perspective sur le dôme prusso-ottoman de la salle de prière.

on s'attaque au minaret sud-ouest, c'est peu, surtout s'agissant d'un tel monument et de travaux d'une telle ampleur. D'aucuns dénoncent « une absence de méthode », bien qu'un membre de ce très contesté comité affirme qu'« une cinquantaine d'experts, tous syriens, étudient le dossier ». Difficile à croire quand on ne produit aucun document, si ce n'est un relevé du mur ouest qui se porte aucune date ni légende, quand les rares informations qui filtrent sont imprécises, quand on constate que les travaux sont menés sur plusieurs fronts en même temps, suivant un calendrier incohérent, enfin et surtout, lorsqu'on contemple le résultat.

Le calife Al Walid fit construire la mosquée des Omeïyades au début du huitième siècle à la place d'une cathédrale byzantine - consacrée à saint Jean-Baptiste, dont on peut voir le tombeau dans la salle de prière - elle-même édifiée à l'emplacement d'un temple romain dont il reste aujourd'hui le mur d'enceinte, ses deux portes monumentales précédées de propylées partiellement debout, et la base des tours d'angle. Ce mur d'enceinte, avec pilastres adossés caractéristiques du roman oriental, est important d'un point de vue historique. Sur lui se concentre une bonne part des critiques.

Tremblements de terre et incendies modifièrent la mosquée omeïyade. Le dernier, en 1893, détruisit presque toute la superstructure de la salle de prière, si bien que la coupole d'influence gothique que l'on voit aujourd'hui a été dessinée par un architecte

italien et financée, ainsi que le mausolée de Saladin situé dans un jardin qui jouxte le mur nord de la cour, par l'empereur Guillaume II (il visita Damas en 1898). De l'époque Al Walid subsistait le vaste espace intérieur et des fragments de mosaïques.

Ainsi se présente le monument prestigieux en cours de restauration. Le point le plus litigieux concerne donc l'imposant façade ouest. Il y a quelques mois encore, les chapiteaux à « gorge égyptienne » soutenaient une corniche, trois rangées d'arcades et un mur arabe en briques. On a fait tomber ce mur et l'assise antique. Ce faisant, on a écorné les chapiteaux que l'on a remplacés. Les nouveaux présentent un aspect neuf choquant à l'œil, comme d'ailleurs la partie supérieure du mur qui a été entièrement refaite. Impossible, ici, d'être d'accord avec ce membre du comité qui prétend avec candeur que les chapiteaux ont été restaurés « très discrètement ». Ces deux manières de chapiteaux accolés, l'une antique, l'autre moderne, sont pareilles à des jumeaux qui se tournent le dos, à des époux côte à côte, mais qui ne se regardent pas car ils n'ont rien en commun.

De même, les trous laissés dans le mur par l'emplacement des poutres viennent d'être bouchés avec du ciment sur lequel on a collé un placage d'une pierre lisse, de couleur différente. Pièces voyantes, trop neuves et trop communes, sur un beau vêtement ancien. Couronnant le tout, des merlons (petites pyramides triangulaires en dents de scie), unani-

mement critiqués. Il y en avait effectivement sur la tour sud-ouest, mais on n'a aucune preuve formelle, remarquent des voix autorisées, que les murs de la Grande Mosquée aient été autrefois berrisés de merlons. D'autant que ces murs s'élevaient pas tous au même niveau. Le Comité se justifie, mettant en avant quelques références, dont un dessin d'un voyageur russe.

On pourrait continuer, nourrir la polémique (1). Pour quel résultat ? Mieux vaut évoquer, avec la faculté d'architecte, le problème central : celui des pierres, qu'il faut, à Damas comme ailleurs, protéger de la pollution. Un problème international que l'on résoudrait en confrontant les expériences. « La pierre de la Grande Mosquée est une pierre antique, dure, un calcaire lithographique dont l'usage serait d'un centimètre environ en deux mille ans. Cette pierre cassante ne peut être remplacée par du calcaire tendre qui se dégrade rapidement. L'exécution aurait pu être valable, mais il aurait fallu utiliser les techniques classiques et non celle de murs en ciment recouverts de placage ».

Le problème de la Grande Mosquée ne diffère en rien de celui de la vieille ville intra muros et des quartiers adjacents construits à partir du dix-septième siècle. Trois sortes de bâtiments gravitent autour de la Grande Mosquée : les bâtiments publics (bains, caravansérail, écoles), les souks et leurs échoppes d'artisans, les maisons. Ces vieilles maisons ottomanes ne manquent pas de charme avec leurs écorcilles

ments sur rue, leurs moncharbihs, leurs cours au chanté un bassin, leurs treilles poussiéreuses sous lesquelles il fait bon s'asseoir (se promener, derrière la Grande Mosquée, dans le quartier de Nofara). Jusqu'au début du vingtième siècle, elles étaient habitées par leurs propriétaires. Aujourd'hui, ils émigrent dans les quartiers résidentiels. Des familles d'origine rurale les remplacent, qui ne réalisent pas la valeur de ces maisons et n'ont pas les moyens de les entretenir : elles s'effondrent quand ce n'est pas l'Etat qui les abat. Des membres de l'Intelligentsia damascène souhaieraient bien en racheter certaines et les restaurer. Ils s'abstiennent souvent, par crainte de démolitions ultérieures, la Syrie appliquant toujours un vieux plan d'urbanisme attribué à l'architecte Enochard.

Qui les sauvera ? Les archéologues plaident pour l'étude et la concertation avant toute intervention, évoquant le devoir impérieux de conservation du patrimoine pour les générations futures. « Une ville sans monuments antiques, dit un dictionnaire, ressemble à un homme sans mémoire ». Pour Gérard Robine, il y a peu de temps encore architecte à l'Institut français d'études arabes de Damas, « il est urgent de former des compétences ». Son expérience dans un certain nombre de pays lui fait souhaiter que l'Etat se dote d'une véritable direction du patrimoine. Actuellement, d'autres administrations - ministère du tourisme, municipalité - peuvent intervenir, avec plus ou moins de bonheur.

Cette polémique est en réalité une grande chance pour « la plus antique cité de la terre ». Ces critiques sont autant de marques d'intérêt à l'égard de la Grande Mosquée des Omeïyades, chère aux Syriens, au monde arabe et musulman ainsi qu'à la communauté internationale, à l'égard de Damas que l'on enlaidit, alors qu'elle a besoin de d'une restauration intelligente pour, simplement, tenir son rang et briller. « Si tu ne peux te représenter ce qu'est le Paradis, contemple Damas », c'en est la meilleure image », écrivait Ibn Mungid Al Kinnani au douzième siècle. Et Ibrahim Ibn Abi L-Lait Al Katib, en 1040 : « Je suis arrivé jusqu'à la Grande Mosquée et j'y ai vu un spectacle qui dépasse toute description (...) c'est le parangon du siècle, le chef d'œuvre du temps, la merveille de l'époque et la curiosité des âges. Les Omeïyades y ont perpétré un souvenir dont on doit tirer une leçon et y ont laissé un monument à jamais visible et impérissable ». Resterait-elle l'unique après le passage de ces restaurateurs ?

De notre envoyée spéciale
Danielle Tramard

(1) Depuis notre visite, on a posé du maigre bois sur des colonnes antiques, dans la cour de la mosquée.

Lire : Damas, miroir brisé d'un Orient arabe, dirigé par Anne-Marie Bianquis (Autrement, série Monde, janvier 1993) ; La Syrie de Byzance à l'Islam, VII-VIII siècles, notes du colloque qui eut lieu en septembre 1990 à l'IMA, à Paris (Institut français de Damas, Abu Roumaneh, BP 344 Damas, tél. : 330-214) ; Palais et demeures de Damas au XVIII^e siècle, de Gérard Robine (ministère du tourisme).

Espagne dialogue

La conférence internationale sur la Grande Mosquée de Damas, organisée par l'Institut français d'études arabes de Damas, s'est ouverte hier à Damas. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, M. Amin Abou Acham. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la restauration de la mosquée et de la préservation du patrimoine syrien.

La conférence internationale sur la Grande Mosquée de Damas, organisée par l'Institut français d'études arabes de Damas, s'est ouverte hier à Damas. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, M. Amin Abou Acham. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la restauration de la mosquée et de la préservation du patrimoine syrien.

La conférence internationale sur la Grande Mosquée de Damas, organisée par l'Institut français d'études arabes de Damas, s'est ouverte hier à Damas. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, M. Amin Abou Acham. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la restauration de la mosquée et de la préservation du patrimoine syrien.

La conférence internationale sur la Grande Mosquée de Damas, organisée par l'Institut français d'études arabes de Damas, s'est ouverte hier à Damas. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, M. Amin Abou Acham. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la restauration de la mosquée et de la préservation du patrimoine syrien.

La conférence internationale sur la Grande Mosquée de Damas, organisée par l'Institut français d'études arabes de Damas, s'est ouverte hier à Damas. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, M. Amin Abou Acham. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la restauration de la mosquée et de la préservation du patrimoine syrien.

La conférence internationale sur la Grande Mosquée de Damas, organisée par l'Institut français d'études arabes de Damas, s'est ouverte hier à Damas. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, M. Amin Abou Acham. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la restauration de la mosquée et de la préservation du patrimoine syrien.

La conférence internationale sur la Grande Mosquée de Damas, organisée par l'Institut français d'études arabes de Damas, s'est ouverte hier à Damas. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, M. Amin Abou Acham. Les participants, venus de nombreux pays, discuteront de la restauration de la mosquée et de la préservation du patrimoine syrien.



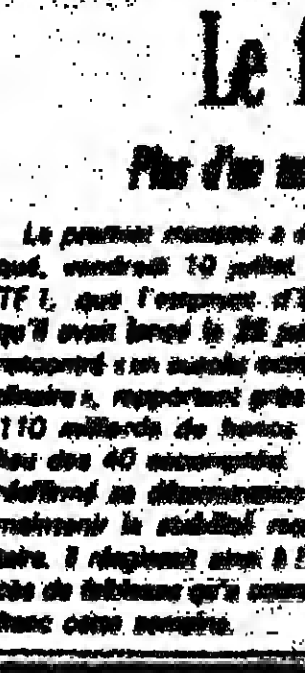
Le chef de l'opposition rend hommage à l'...

Le président syrien Hafez al-Assad a rendu hommage à la Grande Mosquée de Damas, déclarant qu'elle est un symbole de la civilisation arabo-islamique. Il a souligné l'importance de la préservation de ce patrimoine historique et culturel.



Région libanaise dans le sud de Liban

Le mouvement de libération du sud du Liban a déclaré qu'il avait lancé une offensive contre les forces israéliennes dans la région de Tyroun. Les combattants ont affirmé avoir détruit plusieurs positions ennemies.



Discrètes négociations franco-chinoises

La France veut envoyer discrètement des avions militaires à Pékin pour mener à bien ses opérations militaires en Chine. Les négociations entre les deux pays sont en cours, mais restent discrètes.



Charles Pasqua invité au Grand Jury RTL de l'Europe

Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, sera invité au Grand Jury RTL de l'Europe. L'émission sera diffusée le dimanche 11 juillet à 18 h 30.

